

*Proétaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

N°25

5F

pour le socialisme

SEMAINE DU 8 AU 14 JANVIER 1981

**A Vitry, comme ailleurs...
CONTRE TOUS LES RACISMES !**



Présentation
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
Marxiste Léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 8 AU 14 JANVIER 1981

N° 25 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

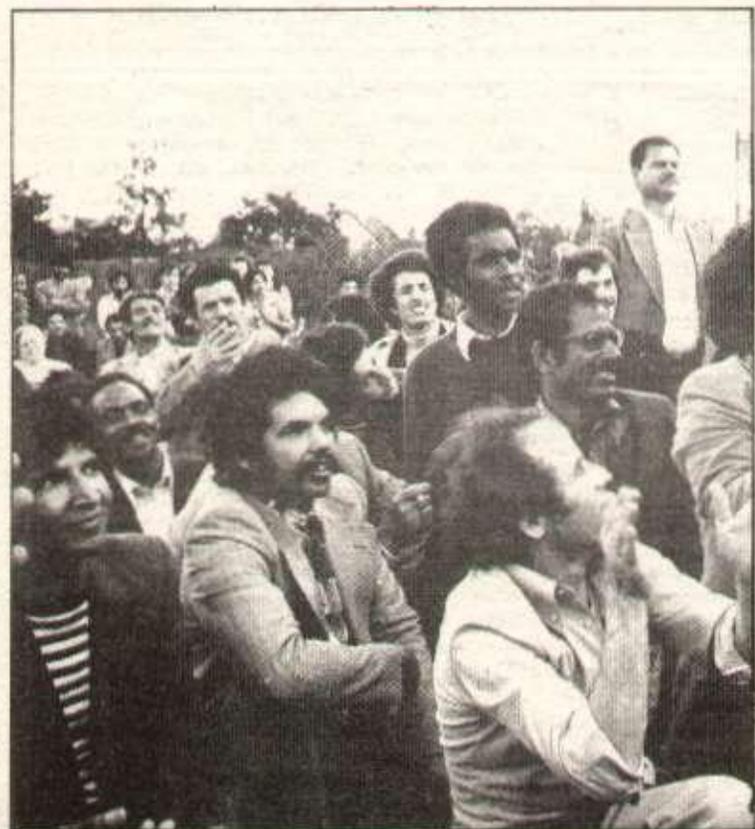
POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

A nos lecteurs

A partir d'aujourd'hui *PLS* passe à 5 francs.

Il y est contraint par la hausse des prix que nous subissons tous : augmentation du prix du papier, des frais de transport, des tarifs postaux...



SOMMAIRE

3-4-5 politique

LA CAMPAGNE ANTI-IMMIGRES DU PCF : Le PCF est passé aux actes dans les communes de la banlieue parisienne qu'il administre. A Vitry, un groupe de personnes, élus du PCF en tête, s'est rendu dans un foyer où avaient été installés 300 travailleurs maliens. Dégâts divers, eau, gaz et électricité coupés. Le commando s'est déchainé. Cette agression injustifiable a soulevé des vagues de protestation, jusque dans les rangs du PCF.



6-7 politique



GISCARD DANS UN FAUTEUIL ? Et si... : Il y a encore quelques mois, la réélection de Giscard était considérée partout comme assurée, avec une marge confortable. Une série de facteurs semble aujourd'hui remettre en cause cette certitude. Les législatives partielles ont joué à cet égard un rôle de révélateur.

12-13 inter



LE POINT DE LA SITUATION AU SAHARA OCCIDENTAL : Omar Hadrami de la direction du Front Polisario, analyse la situation au Sahara Occidental au terme d'une année particulièrement importante et définit les conditions permettant de rétablir la paix.

14-15 inter

LES PEUPLES D'AMERIQUE LATINE A L'OFFENSIVE. EL SALVADOR : La situation aujourd'hui et l'attitude des Etats-Unis avant l'investiture de Reagan. Gilles Brucker, de retour du Salvador témoigne sur les camps de réfugiés : la junte refuse à des femmes et des enfants le droit de vivre. Un document terrible sur la vie et la lutte du peuple du Salvador : «La Révolution ou la mort», un film de Franck Diamond. **URUGUAY :** En sept ans, la dictature a précipité un pays jadis florissant dans le marasme : une interview d'une jeune uruguayenne de retour de son pays.



16-17 inter

UN SAMEDI LIBRE A GDANSK... : Les travailleurs polonais revendiquent les «samedis libres», prévus par l'accord de Gdansk. Jean Michalsky, de retour de Pologne, nous raconte ce qui se passe un samedi libre, le 27 décembre à Gdansk. Et Lech Walesa répond à quelques questions.

18-19 économie

LE BILAN DESASTREUX DE LA POLITIQUE GISCARDO-BARRISTE : Récession, blocage du pouvoir d'achat, désindexation des salaires, aggravation régulière du niveau de chômage... A l'autre pôle, profits qui augmentent, aides multiples de l'Etat aux capitalistes. Le bilan, pour les travailleurs est lourd. L'année 1980 ressemble à l'année 1979 ; en pire !

20



CONTRE LA POUBELLE NUCLEAIRE A SAINT-PIEST-LA-PRUGNE : Le Commissariat à l'Energie Atomique a le projet de transformer la mine d'uranium qu'il vient de fermer à St-Priest-la-Prugne dans la Loire en aire de stockage de déchets nucléaires ; une sorte de succursale de La Hague. La protestation populaire prend de l'ampleur contre un tel projet.

Contre toutes les formes de racisme, travailleurs français, travailleurs immigrés même combat!

LA veille de Noël, le maire PCF de Vitry, avec Marcel Rosette, sénateur, président de l'association nationale des élus communistes et républicains et le secrétaire fédéral du Val-de-Marne prennent la tête d'une sorte de cortège et se rendent à un foyer, où venaient d'être relogés trois cents travailleurs maliens. Pendant que les élus expliquent à ces ouvriers immigrés que la municipalité a décrété inhabitable leur foyer, le gros du cortège passe à l'action pour appliquer l'arrêté municipal : saccageant les installations, on coupe eau, gaz, électricité, téléphone, on rend impraticable les accès, on met le chauffage hors d'usage. Un bulldozer participe activement au saccage.

Cette action de commando a suscité l'indignation, y compris bien sûr, parmi de nombreux membres ou sympathisants du PCF. A présent, officiellement, le PCF cherche à minimiser les faits, et contre toute évidence, à les présenter comme un débordement de colère spontanée, où ses élus et responsables n'auraient aucune part.

Une politique voulue par la direction du PCF

TOUT prouve le contraire. Tout prouve même que cette exaction, loin d'être un accident, une « bavure », s'inscrit logiquement dans une politique décidée et voulue par la direction du PCF, dans une campagne d'ensemble consciemment organisée. Dès le mois d'octobre, les maires PCF d'Aulnay-sous-Bois, de Garges, de la Courneuve, d'Aubervilliers, de Gennevilliers et d'autres villes encore décident publiquement qu'ils refuseraient désormais aux familles immigrées de s'installer dans leur commune et qu'ils limiteraient l'aide sociale accordée aux immigrés « pour ne pas léser les familles françaises ». A la suite de cela, le 5 novembre, le Bureau Politique du PCF, dans une déclaration, approuve pleinement ces mesures et les justifie à partir de deux prises de position principales : premièrement, il faut arrêter effectivement et efficacement l'immigration, génératrice de chômage ; deuxièmement, les communes ne peuvent, au-delà d'un certain seuil, accepter d'héberger des immigrés. Dans son meeting du 15 novembre au Bourget, Georges Marchais réaffirmera encore ces points.

Deux manières opposées de comprendre la communauté d'intérêt et de lutte

CE faisant, le PCF prétend toujours pourtant œuvrer « au nom de la communauté d'intérêts des travailleurs français et des travailleurs immigrés », et lutter contre le pouvoir et le patronat. Mais il y a bien deux

manières fondamentalement opposées de comprendre cette communauté d'intérêts et cette lutte.

Assurément, plus que jamais en ces temps de crise, le pouvoir et le patronat s'efforcent, pour leur politique d'immigration, de diviser les travailleurs : en décrétant l'arrêt de l'immigration, en la soumettant avec les lois et mesures de Barre-Bonnet-Stoléru, encore plus directement à l'arbitraire policier, ils cherchent à intimider la partie immigrée de la classe ouvrière, à la priver des moyens de lutter, que ces travailleurs soient en « règle » ou qu'à plus forte raison, ils soient clandestins. Or, comment combattre cette politique de division ? En déclarant, comme le Bureau Politique du PCF : « Oui, il faut arrêter l'immigration sous peine de jeter de nouveaux travailleurs français et immigrés au chômage » ? C'est reprendre à son compte cette idée, démentie par les faits, mais largement entretenue par la droite, sur fond de racisme, que les immigrés prennent l'emploi des Français, que moins il y aura d'immigrés, moins il y aura de chômage. En reprochant à Giscard et à Stoléru qu'ils « ne font pas ce qu'ils disent » ? Donc en réclamant que les contrôles d'identité soient plus stricts, les expulsions plus sévères et expéditives. C'est se plier à un certain état d'esprit raciste et accepter, encourager l'aggravation des moyens de division.

Pour les combattre, pour forger une solidarité de classe indispensable, il faut au contraire lutter pour l'égalité des droits entre travailleurs français et travailleurs immigrés, exiger la suppression des lois et mesures racistes et se battre, à l'exemple des ouvriers turcs de la confection, pour la régularisation des travailleurs dits « clandestins ».

Les cités-dortoirs

EN ce qui concerne le logement, le PCF considère que la concentration des immigrés dans certaines villes « crée un climat tendu, parfois des heurts entre les différentes nationalités ou ethnies et entre elles et les familles françaises ». Cette proportion excessive d'immigrés provoquerait des retards scolaires pour les enfants, alourdirait les charges municipales d'aide sociale et médicale, aggraverait la crise du logement « pour de nombreuses familles françaises... écartées des attributions HLM ».

Mais en quoi, la concentration des travailleurs immigrés est-elle différente, comme phénomène de la concentration des travailleurs tout court, contraints la plupart à se loger dans des HLM, des cités-dortoirs où les loyers sont moins chers ? Pourquoi les immigrés, au-delà d'une certaine proportion, deviendraient-ils responsables des conditions de vie imposées à ces cités populaires : entassement, manque d'espace et d'équipements collectifs, de crèches, d'écoles et de maîtres, défaut d'entretien, poids de la misère et du chômage ? Le véritable problème, c'est la condition faite, en dehors même de l'entreprise dans un contexte de chômage et d'austérité, aux travailleurs et notamment aux plus exploités dont font partie très souvent les immigrés.

Proposer comme le fait le Bureau Politique du PCF, d'imposer un quota maximum d'immigrés aux communes, par conséquent de les disperser en les assignant à résidence, c'est une fausse solution, d'autant plus dangereuse que cédant à un racisme ambiant, elle en vient à désigner, en réalité, les immigrés comme responsables du mal-vivre dans les cités populaires.

Au-delà de 1981...

QUE la direction du PCF ait ses raisons propres, qu'elle cherche, au-delà même du vote de 1981, à se reconstituer des bases d'appui, notamment dans ses municipalités, parmi des couches plus perméables aux idées racistes, c'est probable.

Mais c'est une question grave, lourde de conséquences pour l'avenir qui est posée à tous ceux qui sont partie prenante du combat ouvrier et populaire, qu'ils soient ou non militants du PCF. Il serait très dangereux de laisser la direction du PCF, au nom des travailleurs mener cette politique et cette campagne qui, dans leur fond, ne se démarquent pas des comportements et des points de vue racistes largement entretenus par la bourgeoisie. Il faut s'opposer avec netteté à cette politique.

Une autre voie est possible

PARCE qu'une autre voie est nécessaire et possible : il faut prendre hardiment l'initiative d'organiser côte à côte, Français et immigrés, la lutte pour exiger de nouveaux logements, des crédits pour leur entretien et leur amélioration, des équipements collectifs. Sur le terrain, les objectifs concrets de lutte ne manquent pas, ils requièrent, à chaque fois, d'inventer les moyens de lutte et les formes d'organisation les mieux appropriés. Cela exige de rejeter sans ambiguïté toute passivité qui reviendrait à accepter une certaine logique raciste, de sortir d'une attitude de simple protestation, il s'agit, sur chaque objectif, de proposer et de se battre pour mettre en œuvre des solutions nouvelles, selon une logique de classe. Par exemple, dans le domaine scolaire, il est possible, il est nécessaire que parents, français et immigrés, et enseignants se mobilisent, que soient définis — et ils existent — les moyens pédagogiques à mettre en place pour compenser les différents handicaps et qu'on se batte pour qu'ils entrent dans la vie.

Dans cette période de crise, pour surmonter les divisions, pour préserver et renforcer les capacités de luttes ouvrières et populaires, plus que jamais, il faut s'exprimer et rendre concrète, efficace dans de multiples formes l'unité des travailleurs français et immigrés dans le même combat de classe, contre le racisme, contre le système capitaliste.

**Le Comité central
du PCRml**

LE RAID DE VITRY RACONTE PAR SES AUTEURS

**Ou comment
le PCF
maquille (mal)
la vérité**

L'Humanité consacre chaque jour plusieurs colonnes à ce qu'elle appelle «l'affaire de St Maur». Mais elle est des plus discrète sur ce qui s'est passé à Vitry le mercredi 24 décembre. Y-a-t-il eu une action de commando organisée par le P.C.F. ? Qui le dirigeait ? Quelles déprédations ont été commises ? Voilà des questions qui ne sont même pas évoquées. Tout au plus le maire de Vitry, Paul MERCIÉCA mentionne-t-il des «incidents», dans une mise au point publiée quatre jours après les événements : «Comme je devais faire connaître mon arrêté (d'interdiction d'habiter, N.D.L.R.) aux résidents, je me suis rendu sur place» déclare-t-il dans L'Humanité du 29 décembre, «pour discuter avec les travailleurs maliens pour leur expliquer qu'ils ne pouvaient pas rester. Des incidents se sont produits dont je refuse la paternité. Je tiens à le dire : je suis accusé injustement d'avoir organisé une opération de commando». Cette version a été reprise par le maire de Vitry dans quelques déclarations aux radios. Ainsi prétend-il contre toute vraisemblance que cette «manifestation» était le fait de Vitriots en colère, qu'il ne savait pas d'où venait le bulldozer qui se trouvait là, parmi les manifestants, qu'en aucun cas il ne pouvait s'agir d'un engin de la municipalité. Mais un bulldozer, ça ne se loue pas comme une voiture de tourisme. Quant à la spontanéité des manifestants, en plein après-midi d'un jour travaillé, qu'a-t-elle de vraisemblable ?

«Mesures conservatoires»

D'ailleurs, cette version du 29 décembre diffère déjà de sa déclaration du 25 au soir, dans laquelle il indique simplement : «Des habitants de Vitry ont décidé, devant le refus du préfet, d'appliquer mon arrêté et de prendre les mesures conservatoires concernant l'eau, le gaz, l'électricité». Les «incidents» dont il se démarque aujourd'hui étaient alors gentiment présentés comme le zèle administratif de citoyens désireux d'appliquer un arrêté municipal ! Heureusement, il est possible d'en savoir plus, car «Le Travailleur», journal du PCF du Val de Marne était là ! Dans son numéro daté du 29 décembre, il publie la photo d'un bulldozer en action portant son mètre cube de terre avec la légende

Le Travailleur EAUMONT ET LE PREFET APARTHEID ! immigrés de Saint-Maur doivent rester dans cette ville Le foyer de Vitry doit être réservé aux mal-logés de Vitry

Le racisme du giscardien Beaumont, maire U.D.F. de Saint-Maur, aide du préfet, suscite l'indignation et la colère. Ainsi pour plaire à la bourgeoisie saint-maurienne, ils n'hésitent pas à transporter de Saint-Maur à Vitry 300 Maliens. Depuis longtemps, ils mijotaient ce mauvais coup.



La réaction immédiate des communistes, faire barrage au racisme

Photo P. Suvoldell

Ils voulaient le faire à Valentigney, autre municipalité communiste, là, ils avaient échoué. Cette fois-ci, en catimini, sans aviser le Maire de Vitry, avec la complicité de l'ADEF, véritable marchand de sommeil, ils les ont installés dans un foyer réservé à des jeunes travailleurs vitriots. Et cela encore au mépris de la sécurité : les locaux étaient en réfection, les portes murées, la Commission de Sécurité n'ayant pas visité les lieux.

C'est à Vitry, qui compte déjà deux foyers semblables, plus de dix mille immigrés, qu'ils veulent mettre en place un nouveau ghetto.

La riposte s'est donc aussitôt organisée. On lira par ailleurs la déclaration du Maire de Vitry et la déclaration de la Fédération du Val-de-Marne du Parti communiste français. Mercredi après-midi, une manifestation a eu lieu. Paul Mercieca, maire de Vitry ; Guy Poussy, secrétaire de la Fédération du PCF ; Marcel Rosette, sénateur, y participaient. Les manifestants étaient là, non seulement pour crier leur colère, mais pour mettre devant leurs responsabilités le préfet et le Maire de Saint-Maur. Ainsi, avec un bulldozer, ils condamneront les grilles du foyer, qui n'auraient jamais dû être ouvertes. L'eau, le gaz, l'électricité furent coupés. Ils exigeaient du préfet qu'il fasse loger ces travailleurs maliens dans de bonnes conditions, c'est-à-dire dans les deux mille logements vides de Saint-Maur.

Le Travailleur du 29.12.80

on ne peut plus explicite : «La réaction immédiate des communistes, faire barrage au racisme». Mieux, le compte-rendu des faits indique clairement : «Mercredi après-midi, une manifestation a eu lieu» peut-on lire. «Paul Mercieca, maire de Vitry, Guy Poussy, secrétaire de la fédé-

ration du PCF, Marcel Rosette, sénateur y participaient. Les manifestants étaient là, non seulement pour crier leur colère...».

Erratum

Une erreur de montage a rendu incompréhensible une partie de l'article concernant l'affaire du foyer de Vitry. Il fallait lire dans le troisième paragraphe :

« Paul Mercieca, maire de Vitry ; Guy Poussy, secrétaire de la Fédération du P.C.F. ; Marcel Rosette, sénateur, y participaient. Le maire devait prendre la parole pour inciter les manifestants à garder leur calme et leur sang-froid.

Ensuite Paul Mercieca, dans une salle où s'étaient rassemblés les Maliens, a expliqué la position de la municipalité. Pendant ce temps, les manifestants qui étaient là, non seulement pour crier leur colère... ».

Le Travailleur du 3. 1.81

Le récit du Travailleur du 29/12 et son «rectificatif». L'erratum réussit à rendre incompréhensible un texte clair !

Communiqué de la Fédération du Val-de-Marne du Parti Communiste Français

Après la manifestation de Vitry, la Fédération du Val-de-Marne du Parti communiste français communique :

« Le préfet, le Maire de Saint-Maur et la direction de l'ADEF ne feront pas la loi !

Ils n'instaureront pas leur méthode raciste dans le Val-de-Marne, qui n'a rien à voir avec l'Afrique du Sud.

Les travailleurs maliens, qui paient leurs impôts, leurs loyers et travaillent à Saint-Maur, doivent retourner dans leur ville. Il y a deux mille logements libres, qui peuvent les accueillir. C'est immédiatement que le préfet, le Maire de Saint-Maur, le directeur de l'ADEF doivent prendre toutes les mesures qui s'imposent.

Il est impensable que ces travailleurs maliens occupent des logements qui devaient être attribués à de jeunes mal-logés de Vitry.

Le gouvernement, son préfet, le député UDF maire Beaumont, l'ADEF viennent de créer une situation explosive. S'ils ne prennent pas des décisions justes et de bon sens, ils porteront la responsabilité des incidents qui ne peuvent manquer d'arriver.

Les travailleurs, la population de Vitry, qui sont victimes d'une agression raciste, ne manqueront pas de riposter afin de faire respecter les intérêts de leur ville, des Français, des immigrés. Les ghettos, ça suffit.



Paul Mercieca, maire de Vitry, s'adresse aux travailleurs maliens

n'auraient jamais dû être ouvertes, l'eau, le gaz, l'électricité furent coupés». L'association étroite de trois responsables importants du PCF au saccage du foyer de la rue des Fusillés est donc parfaitement établie grâce au PCF lui-même. Parmi eux, Marcel Rosette, sénateur, président de l'Association Nationale des élus communistes et républicains, le «patron» des élus du P.C.F. !

Des démentis qui n'en sont pas

Il fallait au plus vite maquiller cette gênante vérité. Aussi, dès le numéro suivant du Travailleur, Jean Collet, premier adjoint de Vitry met les points sur les i... à la place de Paul Mercieca, opportunément parti se «reposer». Pour lui, Paul Mercieca n'a fait «qu'informer» les travailleurs maliens. «Que vers le même moment (sic), un certain nombre d'habitants se soient livrés à des gestes de colère en réaction contre le coup de force» précise-t-il «c'est une autre affaire, dans laquelle le maire et les élus n'ont aucunement à être impliqués».

En bas de page, un «erratum»

vient d'ailleurs rectifier la version initiale des faits : «Une erreur de montage» peut-on lire «a rendu incompréhensible une partie de l'article concernant l'affaire du foyer de Vitry. Il fallait lire dans le troisième paragraphe : Paul Mercieca, maire de Vitry, Guy Poussy, secrétaire de la Fédération du PCF, Marcel Rosette, sénateur y participaient. Le maire devait d'emblée prendre la parole pour inciter les manifestants à garder leur calme et leur sang-froid.

Ensuite Paul Mercieca, dans une salle où s'étaient rassemblés les Maliens, a expliqué la position de la municipalité. Pendant ce temps, les manifestants qui étaient là, non seulement pour crier leur colère...»

Malheureusement, tout indique que cet «erratum» est une grossière manipulation.

D'abord, la disposition des caractères de l'article initial interdit de penser à une «erreur de montage», comme il est facile de s'en rendre compte.

Mais surtout, l'«erratum» rend incompréhensible un texte qui était parfaitement clair au départ, en introduisant une phrase complètement bancale. On attend toujours l'erratum de l'erratum. ■

Frédéric FERRER

HASSAN BOUAKRA, MEMBRE DU COMITE FEDERAL DE PARIS, DEMISSIONNE DU PCF

SANS Frontière du 3 janvier publie la lettre de démission du PCF d'un responsable immigré. Restera-t-elle isolée ? En voici l'intégralité :

Camarades,

Vous me voyez de moins de moins avec vous, je me posais en effet des questions quant à la politique globale du Parti, certaines pratiques indignes d'un Parti (qui se veut communiste), notamment à la Fédération de Paris J'ai appris par la presse la démission du secrétaire fédéral, bien avant qu'eux-mêmes ne démissionnent. La presse bourgeoise semble mieux renseignée que les membres du comité fédéral.

J'ai adhéré au Parti Communiste en 1969 ; pour mes frères j'étais Hassan, le «communiste». Il a fallu se battre dur pour leur enlever de la tête que l'arrivée des communistes au pouvoir c'était la valise pour eux.

Je me posais des questions : pourquoi les immigrés ne restaient-ils pas au Parti ? Ils faisaient dans leur grande majorité, trois petits tours et puis s'en vont.

Et puis les choses sont allées très vite.

Première étape : Nanterre, la cité Doucet, cité de transit, des gens qui habitent Nanterre depuis 18 ans. On refuse de les reloger sur la ville même, ce qui était leur vœu et il y avait des logements. La municipalité fait signer une pétition demandant que ces immigrés soient logés ailleurs qu'à Nanterre. J'ai rencontré une fille de cette même cité, elle me dit «les communistes ne m'en parlent pas». Que lui dire ? Que répondre ?

Georges Marchais au Bourget dit «que dans la situation actuelle faire venir des immigrés en France, c'est faire grossir les rangs des chômeurs, nous nous disons halte à l'immigration». Mais sur mon lieu de travail, qui est une vraie caisse de résonance de l'information : «t'as vu Marchais a dit : les immigrés, on n'en veut plus». Je sais que l'information est déformée, vous le savez vous aussi, alors quand on prend certaines positions...

Deuxième étape : à Vitry, la municipalité coupe le gaz et l'électricité. Ce n'est pas suffisant, on fait bloquer la porte du passage du foyer aux Maliens qui étaient relogés là momentanément, en attendant que leur foyer de Saint-Maur soit rénové. Je me rappelle de cette phrase de Paul Laurent à un comité fédéral «Là où la bourgeoisie

emploie des allumettes nous on doit employer les canons». Je viens de la comprendre à Vitry.

Ce qui s'est passé à Vitry est grave, ce qui s'est passé à Nanterre est grave ; après et pendant la campagne du pouvoir sur le pétrole et les Arabes, le chômage et les immigrés, voilà maintenant le «trop plein» des immigrés dans les municipalités communistes. Vous le savez la crise du capitalisme nourrit le racisme.

Les immigrés n'avaient pas fini de balayer les débris de l'attentat fasciste de la rue Copernic que le Parti prenait la responsabilité de lancer la campagne sur le «trop plein» des immigrés dans les municipalités communistes.

Lundi matin, en prenant le travail, mon ami malien avec qui je discutais depuis longtemps pour qu'il adhère au parti me dit «T'as vu ce qu'ont fait les communistes, si j'étais communiste j'aurais honte». C'est la première fois, en effet, que j'ai eu honte !

Tout compte fait, cette campagne, même si elle soulève des problèmes réels, où est l'analyse de classe quant à ce problème !

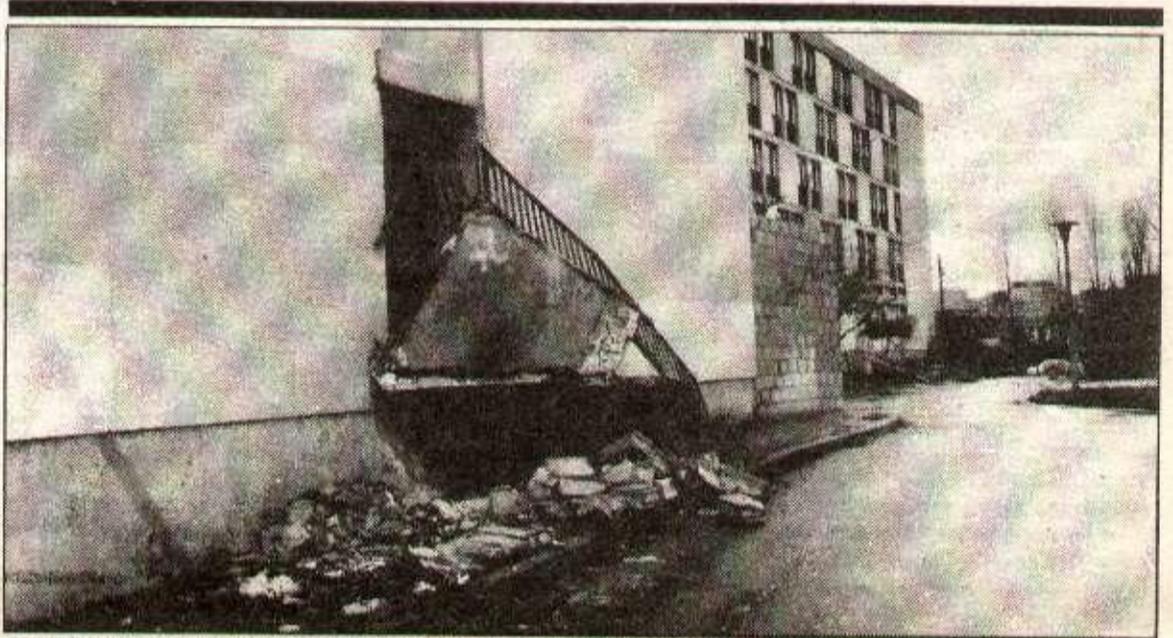
Cette campagne, je ne lui trouve qu'une explication électoraliste : si le Parti a perdu entre 16 et 24 % dans les banlieues, c'est dû au «trop plein» d'immigrés. Est-ce que la voie pacifique au

socialisme implique un électoralisme à outrance ?

Je ne peux rester au Parti Communiste pour cautionner une telle politique. Avec ma démission du Parti, je suis sûr et

certain que d'autres vont adhérer au Parti, je les connais.

Bouakra Hassan
Cellule Lénine
de Presse-Routage
Membre du Comité Fédéral



Les résultats de l'intervention au bulldozer le 24 décembre : «mesures conservatoires» ou acte de vandalisme ?

A L'APPEL DE PLUSIEURS ORGANISATIONS LOCALES, MANIFESTATION DE PROTESTATION A VITRY

Samedi 3 janvier 10 h. Une ambiance inhabituelle règne sur le marché de Vitry. C'est là que 14 organisations vitriotes (1) ont appelé à se regrouper pour riposter à l'agression du foyer de la rue des Fusillés. Quelques discussions vives ont lieu avec des commerçants qui défendent le maire. Dans un coin du marché, les militants du PCF ne s'en mêlent pas, ils diffusent assez discrètement des «cartes T» à renvoyer à la municipalité pour lui apporter son soutien. Ils se refusent à parler de ce qui s'est passé à Vitry. «Allez donc manifester à Saint-Maur !» Un cégétiste qui collecte au profit de son usine occupée prend la défense du maire, mais il fait des yeux ébahis quand on lui parle d'un bulldozer ; pourtant, il n'a pas l'air d'un enfant de chœur ! Un autre montre la vitrine d'un magasin, brisée la veille par des cambrioleurs : «C'est malheureux à dire, mais ça, tu crois que c'est des français qui l'ont fait ?» Puis un cortège de 400 per-

sonnes s'ébranle. 400 personnes, ce n'est pas un chiffre imposant, mais dans cette municipalité de banlieue qu'il dirige depuis cinquante ans, le PCF ne réunit pas toujours plus de monde.

Devant, l'essentiel de la manifestation défile en criant : «Solidarité aux résidents maliens ! Français-immigrés même patron même combat ! A Saint-Maur comme à Vitry, halte au racisme !».

Arrivé à la cité Cousy, on marque un temps d'arrêt : «Ici a été assassiné Kader : le racisme tue, cela a été prouvé à Vitry, à bas le racisme !». Puis, c'est la cité Balzac. A l'arrivée, des fenêtres s'ouvrent, un militant du PCF, se permet de siffler les manifestants, d'autres se contentent d'observer, silencieux.

Mis à part cet incident, pas de réaction hostile mais l'incompréhension, se lisait sur bien des visages qui refusaient de répondre aux questions, marquant le poids des idées fausses et de la désinformation. Même un Vitriote

d'origine portugaise, qui condamne l'agression, ne peut s'empêcher de dire : «Quand même, de voir tous ces noirs, ces Arabes prendre la place des anciens vitriotes, ça fait quelque chose...»

Pourtant tout le monde n'est pas de cet avis. Témoin ce jeune qui ne veut dire qu'une chose : «Ce qu'a fait le maire, c'est dégueulasse» ou encore cet Africain : «Cette manifestation ça me fait vraiment plaisir, pas parce que je suis noir, à cause de la solidarité entre les peuples».

Mercredi, les 14 organisations, se retrouvaient avec d'autres pour organiser les assises de l'immigration, prévues depuis longtemps, pour débattre avec la population de tous les problèmes posés par la cohabitation de travailleurs d'origines différentes à Vitry.

F. F.

(1) UL CFDT, Radio-Clameur, LICRA, Rock against Police, Résidents et travailleurs d'Ivry-Vitry, PSU, Histoires de Banlieue, F.A., PCML, LCR, JCR, «La Tarentule», Amis de la Terre, PCR.

La réaction du MRAP

(...) Le MRAP rappelle que, comme dans tous les domaines de la vie sociale, c'est ensemble que Français et immigrés doivent agir dans leur intérêt commun pour mettre fin à la ségrégation de l'habitat et assurer à tous des conditions de vie satisfaisantes.

Aussi, le MRAP désapprouve-t-il des actions comme celle dirigée contre le foyer de Vitry qui ne peuvent que contribuer à opposer Français et immigrés et risquent d'accentuer les incompréhensions réciproques. (...)

GISCARD DANS UN FAUTEUIL ? ET SI...

Giscard confortablement réélu ; c'est l'hypothèse sur laquelle tout le monde tablait il y a encore quelques mois. Les difficultés semblent s'être accumulées depuis sous les pas du candidat Giscard, au point que l'espoir de le voir battu ne semble plus si vain.

La candidature de Mitterrand et l'effacement consécutif de Rocard avaient semblé sonner le glas de toute chance de voir Giscard battu cette année. La désunion de la gauche et la polémique qui s'ensuivait, le manque de crédibilité qui en résultait pour le candidat socialiste, donnaient Giscard gagnant par défaut. La candidature de Mitterrand, plus mauvais challenger possible, déjà auréolé de deux défaites, semblait annoncer définitivement l'enterrement de tout espoir de voir sortir le sortant.

Comme en écho, le clown à bretelles Coluche voyait aussitôt sa candidature acquérir une audience insoupçonnée, y compris auprès d'intellectuels de gauche : comme si, se résignant à la défaite, on prenait le parti d'en rire.

Et puis, à peu près depuis les législatives partielles, l'idée a commencé à germer que tout n'était peut-être pas joué. Quelques données politiques paraissent avoir évolué sensiblement ces derniers temps. Un large

courant de l'opinion publique semble trouver comme point d'accord l'idée de se débarrasser de l'hôte de l'Élysée, et les états-majors politiques en tiennent compte. Plusieurs faits concourent à cette exaspération de l'opinion.

Des diamants d'un éclat insoutenable

Il y eut d'abord quelques scandales, qui ne sont pas récents, mais qui reviennent à la surface. Déjà l'affaire de Broglie, non élucidée à ce jour, avait mis en cause Poniatowski, proche conseiller et ami personnel du président. Il n'y a que quelques semaines que la commission parlementaire d'enquête l'a disculpé, en toute hâte, pour que cette affaire puisse être oubliée avant l'échéance décisive.

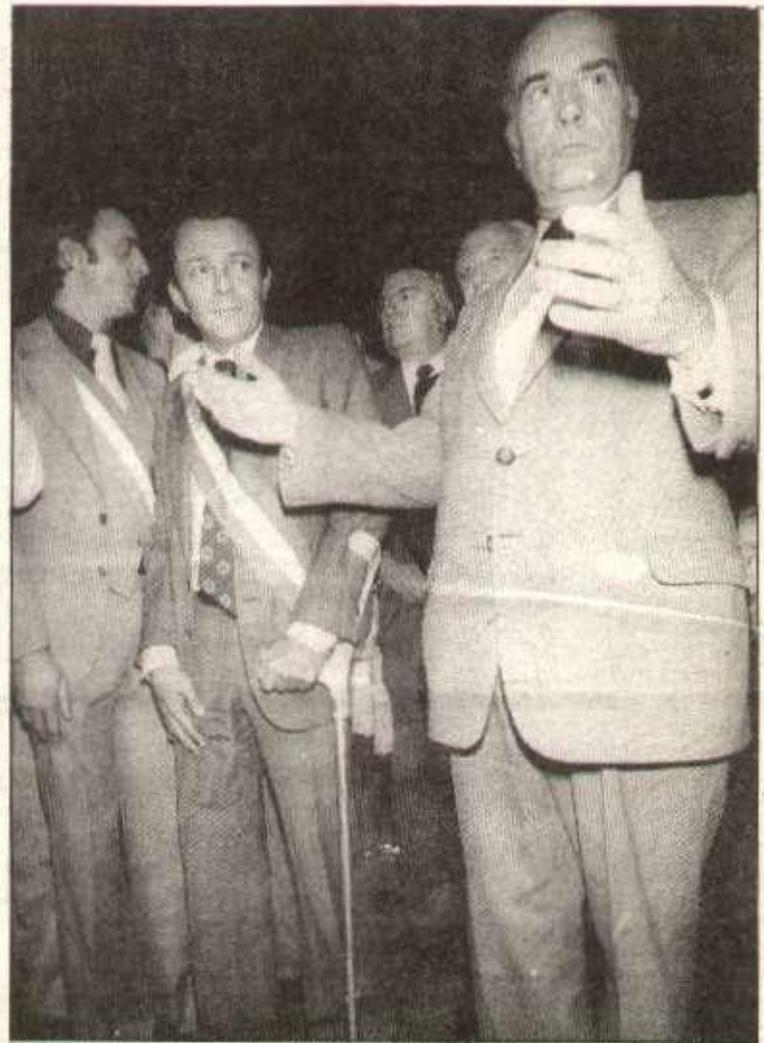
Plus graves sans doute pour le président sont les affaires Delpy et Bokassa associées.

Ce n'est pas le «démenti

catégorique, et l'ajoute méprisant» qui a pu laver Giscard de l'accusation d'avoir reçu des cadeaux d'un personnage qu'on reconnaît généralement — aujourd'hui — comme une fréquentation peu recommandable. Cette affaire aurait pu, par la vertu corrosive du temps qui passe, tomber dans l'oubli, si l'incarcération de Delpy, ex-confident de Bokassa, ne l'avait remise sur le tapis.

Le motif de l'incarcération — intelligence avec une puissance étrangère, en l'occurrence la Libye — apparaissait rapidement comme une prétexte grossier pour faire taire quelqu'un qui, peut-être, en savait trop. Ce qui donnait du régime l'image peu reluisante d'une monarchie réintroduisant les lettres de cachet. La libération de Delpy est intervenue assez tôt peut-être pour que l'affaire puisse être oubliée d'ici l'élection présidentielle. Mais il n'est pas exclu que l'affaire des diamants puisse encore être évoquée pendant la campagne.

D'autant que cette affaire a bénéficié dans la presse d'un écho important. Si le seul *Canard Enchaîné* en avait parlé, elle aurait probablement sombré assez rapidement dans l'oubli. Mais elle a été relayée par la grande presse, y compris *Le Monde* qui, traditionnellement, n'ouvrait guère ses colonnes à de longs



Rocard s'effaçant derrière Mitterrand, toute chance de battre Giscard semblait perdue. Et pourtant...

développements sur des affaires de ce genre. Signe suffisamment alarmant pour que le pouvoir réagisse avec une vigueur rare.

«Démocratie française»

La défense des libertés était un des thèmes dominants de la propagande giscardienne — et le demeure, si l'on en juge par les discours de bons vœux du président.

C'était l'image que Giscard avait tenté de se donner dès son arrivée aux affaires : celle du libéralisme, de la modération, du centrisme, de la «France douce». Cette représentation s'est estompée au cours des ans, avec la répression menée de façon systématique contre les luttes de travailleurs. Dans la dernière période, une série de mesures est venue couronner le tout : c'est le cas principalement du projet — bientôt loi — dit Sécurité et liberté, qui suscite une large opposition, en particulier de la part des magistrats. Ce type de projet, les multiples attaques contre les libertés, en particulier les libertés syndicales, ne peuvent que contribuer à ressouder l'électorat de gauche pour se débarrasser de ce régime.

Dans ce contexte, l'inculpation du directeur et d'un journaliste du *Monde* prend quasiment valeur de symbole. Cette attaque contre la presse, et plus particulièrement contre le principal quotidien français, devait susciter des protestations nettement plus lar-

ges que pour d'autres atteintes aux libertés. Hors de l'UDF nul ne s'est risqué à défendre la décision de poursuite du garde des sceaux.

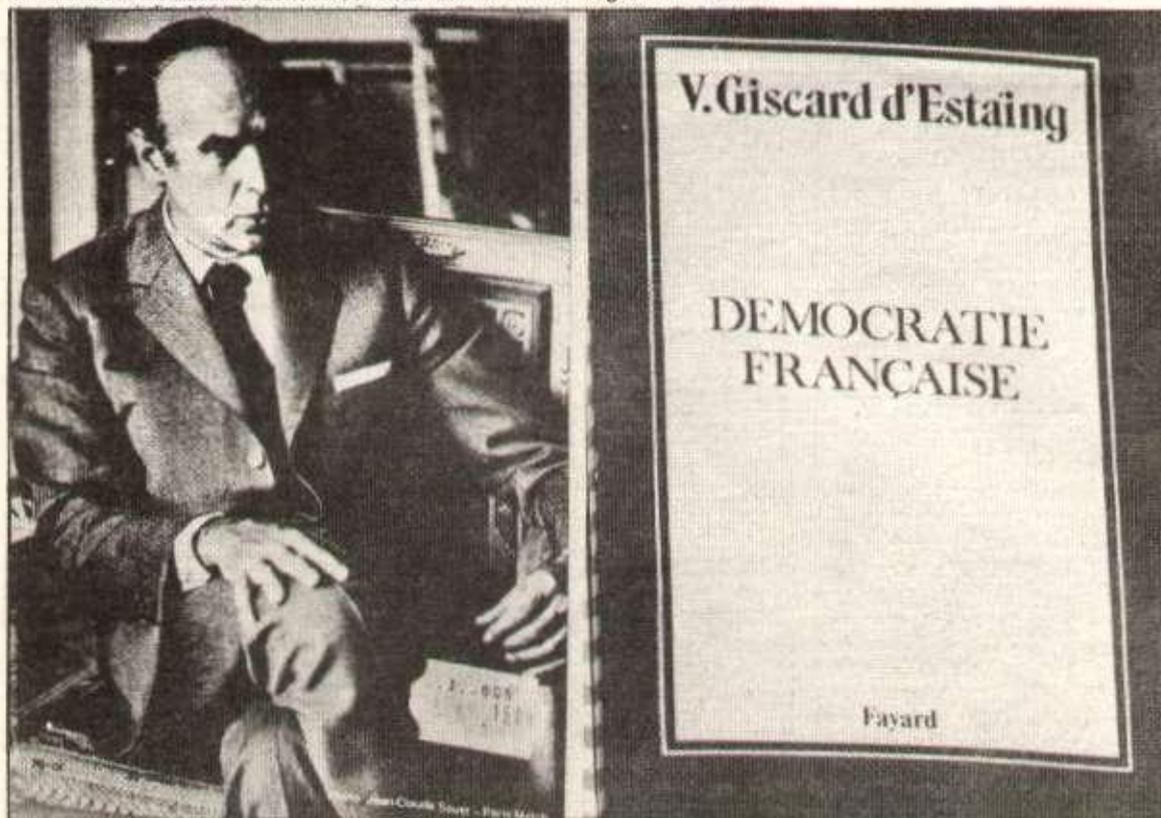
Ce n'est pas seulement la gauche qui a protesté, mais également le RPR, dont le secrétaire général Pons parlait d'une «perte de sang-froid de la part du gouvernement, aussi bien en ce qui concerne le retrait des documents du dossier Delpy qu'en ce qui concerne l'agression contre *Le Monde*». La réaction de la presse était unanime, même le très respectueux *Figaro* protestant contre cette mesure.

Autant d'attaques contre les libertés qui ne peuvent que rappeler le caractère ultra-réactionnaire de l'équipe au pouvoir, et accentuer dans l'électorat un vaste sentiment de rejet. D'autant que la situation économique ne s'améliore pas, et que Barre semble prendre plaisir à annoncer qu'elle va empirer.

Inflation et provocation

L'inflation va son train habituel (quelque 14 % pour l'année qui vient de s'achever) et le chômage poursuit sa courbe ascendante. Ces données ne sont pas nouvelles, mais jusqu'à présent on tentait au moins de donner le change à l'approche d'échéances électorales, en publiant ou en promettant quelques indices meilleurs. Cette fois, non seulement on prévoit une aggravation de la situation (annoncée d'ailleurs par les organismes interna-

Un insuccès de librairie dont le contenu lénifiant a été largement démenti.



tionaux), mais on s'en vante hautement.

Certes, ce n'est pas d'hier que Barre s'ingénie à annoncer les catastrophes, injurier tout le monde, à commencer par les prétendus «nantis» et se satisfaire bruyamment de ce que tout aille mal. Cette attitude provocatrice joue une fonction précise: d'une part, décourager les mouvements de lutte en annonçant haut et fort une attitude de fermeté, d'autre part, concentrer sur la personne du premier ministre le mécontentement, mettant à l'abri le président chargé, pour sa part, de faire des discours sur l'état du monde d'effectuer des perspectives fin de siècle et d'annoncer des mesures «en faveur de» telle ou telle «catégorie défavorisée». Ça semblait marcher dans une certaine mesure, et l'indice de popularité de Giscard restait toujours très supérieur à celui de son premier ministre. Mais il y a des limites. Une telle répartition des tâches peut sans doute fonctionner quelque temps, mais la poursuite d'une attitude de provocation finit par rejallir sur l'hôte de l'Élysée. Et si l'étagage de la morgue barriste peut décourager les luttes, en promettant de leur tenir tête, elle n'est plus nécessairement de mise lorsque l'approche d'une échéance électorale ouvre la possibilité de sanctionner cette attitude d'un vote. Il n'est pas certain que les «on ne râle pas, on bosse» soient du meilleur effet électoral. On pense généralement que cette attitude commence à être perçue comme gênante à l'Élysée. Barre vit probablement ses derniers mois à Matignon, et l'approche de la quille semble l'inciter à pousser le bouchon un peu loin. Ce n'est probablement pas profitable à Giscard.

Discipline républicaine...

Cet état d'esprit semble se traduire au niveau électoral, si l'on en croit les résultats des

Une hypothèse qui n'est plus totalement à exclure.



Des sourires qui ne sont plus de saisons.

dernières élections partielles. Une des chances de Giscard réside dans l'état de division de la gauche, dont on pouvait escompter de mauvais reports de voix au second tour. Or, contrairement à cette attente, les scrutins partiels ont donné lieu à de bons reports de voix de l'électorat PCF sur le PS et même sur le candidat MRG à Villefranche-de-Rouergue, là où le PCF avait appelé à l'abstention. Ce fait est venu rappeler que la tradition de discipline républicaine était pour l'essentiel respectée, même si la polémique faisait rage. L'attitude du PCF, qui laisse planer un doute sur son attitude au second tour,

contribue à alimenter les doutes quant à la possibilité de battre Giscard. Mais les résultats des élections partielles, et notamment de celle de Villefranche-de-Rouergue, ont démontré que le PCF ne pouvait pas faire ce qu'il voulait de son électorat. Il n'empêche que l'attitude du PCF fait planer un risque: des mois de polémique peuvent réduire quelque peu l'ampleur des reports, de peu de voix peut-être; mais l'élection pourrait bien se jouer à peu de voix. La leçon des scrutins partiels semble être tout de même que les reports se font mieux que ce que l'on pourrait prévoir dans la situation de polémique actuelle.

...et indiscipline gaulliste

Ce rejet croissant dans l'opinion n'est sans doute pas sans effet sur l'actuelle attitude du RPR qui tend de plus en plus à se donner l'image d'un parti d'opposition — et à être perçu comme tel par l'électorat. La pratique de double langage — critique verbale et vote de tous les projets de loi à l'assemblée — n'a pas fait la preuve de son efficacité. Il est assez difficile de jouer à la fois sur le registre de la contestation et sur celui de la stabilité, sauf à apparaître comme inconséquent dans l'un et dans l'autre. Cette tactique n'avait guère connu de résultats concluants: les élections européennes de juin 1979 donnaient seulement 16,3 % des voix au RPR contre 22,6 % aux législatives de l'année précédente. Le patient laminage giscardien le ramenait progressivement à la portion congrue.

Dans ces conditions, depuis plusieurs mois, le RPR ne cesse de durcir son langage, ne manquant pas une occasion de marquer que la politique actuelle mène à la catastrophe.

Ce qui semble lui avoir réussi lors des législatives partielles. Cette opposition verbale ira-t-elle plus loin? Certains responsables RPR semblent faire l'analyse qu'ils n'ont rien à gagner à une réélection de Giscard.

Notamment parce qu'elle permettrait à Giscard de poursuivre son laminage. On commence à dire nettement dans les rangs de la formation gaulliste que la défaite de Giscard est souhaitable. Au profit d'un candidat gaulliste: mais nul ne croit sérieusement à cette hypothèse.

On peut plutôt s'interroger sur l'éventualité que le RPR contribue, d'une façon ou d'une autre, à l'élection du candidat socialiste.

Ce ne semble pas être seulement une hypothèse d'école, si l'on considère ce qui s'est passé lors des législatives partielles. D'une part, le recul de l'UDF s'accompagnait d'une avancée simultanée du PS et du RPR. Ce qui semblait déjà indiquer qu'un vote protestataire pouvait s'investir sur des candidats RPR. D'autre part, des échanges de politesses — et de suffrages — s'effectuaient entre PS et RPR, des candidats socialistes n'étant élus que grâce à l'attitude du RPR, très critique vis-à-vis de l'UDF, à l'inverse, le candidat RPR du Doubs devant son élection au soutien presque ouvert que le PS lui apportait lors d'un second tour qui l'opposait à un candidat UDF. Alliance tactique, qui ne se reproduira pas nécessairement, mais qui laisse présager ce que pourrait être un échange de bons procédés lors de l'élection présidentielle.

L'éventualité de la réalisation de convergences plus nettes est même possible à moyen terme, dans cette situation où la rupture de l'union de la gauche laisse les coudées plus franches au Parti Socialiste pour tisser des alliances ponctuelles.

Autant de faits qui, accumulés, concourent à indiquer que l'élection de Giscard n'est pas acquise, comme on avait longtemps cru. Au siège de l'UDF, on commentait, au lendemain des législatives partielles: «L'élection présidentielle, ce n'est pas du 40-60, mais du 50-50».

François NOLET

Pour le Socialisme - 7

L'actualité en bref...

GISCARD EN SA COUR...

Giscard a participé lundi dernier à l'audience de rentrée de la Cour de cassation. C'était bien sûr une occasion supplémentaire de paraître à la télévision, et de rappeler quelques grands principes qui prennent une résonance assez provocatrice dans le contexte actuel d'atteintes multiples aux libertés. La justice doit être, selon Giscard «simple, compréhensible, humaine et suffisamment rapide», les magistrats ont «fait preuve de beaucoup de courage personnel et de fermeté d'âme». Enfin, «la protection et la garantie des libertés sont une des préoccupations permanentes des gouvernements dans une société démocratique». Ce n'était pas le garde des sceaux, auteur du projet «Sécurité et liberté», présent à l'audience, qui allait le contredire.

Les militants syndicaux poursuivis, voire emprisonnés pour fait de grève apprécieront. Et si quelque publication osait émettre une critique, on la rappellerait à la raison, comme l'a souligné Giscard, en disant : «La justice (...) a naturellement ses faiblesses et ses défauts qui peuvent faire l'objet d'une analyse pondérée et réfléchie. Certaines critiques qui lui sont adressées

peuvent être justifiées, mais non la critique systématique qui vise à dénigrer l'institution pour l'affaiblir, non plus que les attaques portées nominalelement contre des magistrats, ce qui est exactement contraire au principe de l'indépendance personnelle des juges». La douce France ne supporte la liberté de presse qu'à dose homéopathique, et la vérité ne peut être que «pondérée».

Ce qui n'est pas le cas de la répression, si l'on en juge par le discours fait à la même occasion par le procureur général de Paris Sadon qui trouvait les dispositions légales en vigueur «trop exclusivement protectrices du délinquant». Il s'en prendra aussi aux «intellectuels décadents ou masochistes» qui, selon lui, prennent en toute occasion la défense du délinquant, demandent «qu'on lui soit constamment attentif» et que «nulle contrainte sérieuse ne vienne à jamais l'affecter».

Le respect des décisions de justice sans critique trop vive, le laxisme d'un code pénal encore trop soucieux des droits de défense, l'anti-intellectualisme : une revue sommaire des thèmes réactionnaires les plus rances.

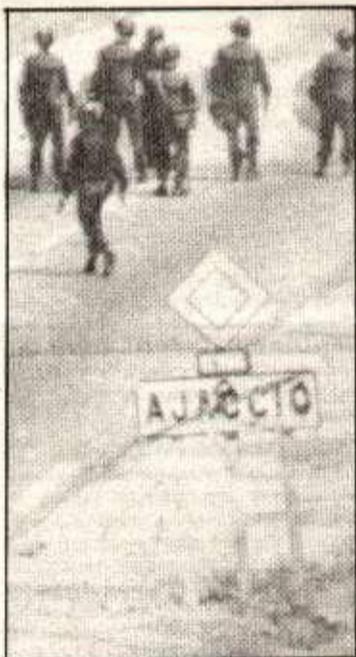
LIBERTES POUR LES MILITANTS POLITIQUES CORSES !

Ce mardi 14 janvier s'ouvre devant la Cour de sûreté de l'Etat le procès des militants corses de Bastelica. Six d'entre eux mènent une grève de la faim depuis le 12 novembre, d'autres depuis le 20.

Ils sont en prison depuis plus d'un an, alors que les barbouzes du groupe Francia ont été remis en liberté. Deux poids et deux mesures. Rappelons les faits : il y a un an, trois hommes membres du groupe Francia étaient arrêtés par des militants autonomistes à proximité du village de Bastelica, l'un d'eux étant un militant autonomiste infiltré. On trouvait dans leur voiture un arsenal considérable, prouvant qu'ils s'approprièrent à commettre des attentats. Alors que les militants autonomistes avaient annoncé leur intention de remettre à la police les membres du groupe, les forces de répression, sans attendre l'heure fixée, entraient en force dans le village et procédaient à des arrestations.

Dans les jours qui suivaient, la police lançait une véritable chasse aux autonomistes, procédant à des dizaines d'arrestations.

Les membres du groupe Francia, également arrêtés à l'époque sous la pression populaire, ont été libérés depuis, cependant que restent en prison les mili-



tants autonomistes qui les avaient empêché de commettre leurs forfaits. L'attitude de complaisance du pouvoir vis-à-vis des groupes fascistes comme Francia s'est trouvée ainsi rappelée d'une façon indéniable, et n'a cessé d'apparaître depuis, les recherches et les arrestations concernant les seuls militants autonomistes.

Exigeons la libération des détenus politiques corses, la mise hors d'état de nuire des groupes fascistes comme Francia, la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat !

Mise en service de la carte d'identité informatisée

LES FRANÇAIS IDENTIFIABLES A LA SECONDE

Depuis la signature du décret officialisant le projet, la loi Peyrefitte légalise les contrôles d'identité : la nouvelle carte pas encore indispensable risque fort de devenir obligatoire dans les faits. La cohérence de toutes ces modifications de la législation renforce tous les motifs d'inquiétude qu'ont pu faire naître cette carte informatisée.

Le 6 janvier ont été délivrées les premières cartes d'identité informatisées. Six centres, situés près des grandes préfectures, fabriqueront au moyen des techniques les plus modernes ces nouvelles cartes plastifiées réputées infalsifiables. Six centres où seront constitués des fichiers informatisés qui ne retiendront en mémoire que «des éléments mentionnés sur la carte d'identité... à l'exception de la signature et de la photographie du titulaire».

Pourquoi avoir consacré cinq milliards de centimes à un tel projet ? Le 21 novembre 1979, le ministre de l'Intérieur, prétextant une usure trop rapide des cartes d'identité et la trop grande importance du trafic des faux papiers, saisissait la commission «informatique et libertés» (CNIL) d'une demande d'avis sur un projet d'automatisation des cartes nationales d'identité.

Cette première demande, qui comportait notamment une confusion entre carte d'identité et autorisation de séjour et de travail pour les étrangers, était rejetée.

Le 11 mars 1980, la commis-

sion était saisie d'une deuxième demande d'avis relative à la seule fabrication des cartes d'identité. Le 3 juin, la commission émit cette fois un avis favorable, mais sous réserve de modifications. Premier point, le numéro figurant en haut et à gauche de la carte devait constituer un identifiant permanent, écrit en caractères OCB (lecture optique par ordinateur) : il a été remplacé par un numéro à dix chiffres dont les deux premiers indiquent le département de délivrance et les autres le numéro chronologique qui changera à chaque demande de renouvellement. Deuxièmement, «la carte nationale d'identité devant avoir pour seule finalité la preuve de l'identité», la commission a demandé la suppression de toute zone de lecture optique, comme les caractères OCB. Troisièmement la commission proscrivait toute interconnection des fichiers par contrôle des six ordinateurs par un «ordinateur superviseur». Enfin, elle demandait que ne soit mémorisé ni la photographie ni la signature du titulaire qui pourraient de cette manière être utilisées à son insu.

Le décret du 31 juillet accède

La carte «infalsifiable»

La nouvelle carte sera à peu près du même format que l'ancienne. Mais, fabriquée avec du papier «pur chiffon», elle sera marquée d'un filigrane difficile à reproduire, recouverte d'un fond de sûreté à fils de sécurité micro-imprimés et à fibres de chinage. Le tout sera d'un orangé dégradé et décoré d'une bande de reconnaissance officielle. Avant d'être plastifiée y seront imprimés, conformément au décret du 31 juillet 1980, «au recto : l'état civil, le sexe, la nationalité, la photographie et la signature du titulaire, ... l'autorité de délivrance du document, le numéro de la carte, le type de document et le pays de délivrance, la durée de validité, le timbre fiscal et la signature de l'autorité qui délivre la carte ; au verso : le domicile». Les signatures et la photographie seront reproduites par imprimante à laser alphanumérique, c'est-à-dire transposées et enregistrées sous forme numérique. Après un traitement spécial, enfin, la carte comportera des points qui pourront être rendus visibles par utilisation d'un matériel approprié.

à ces suggestions mais des connaisseurs remarquent que les caractères de la nouvelle carte ressemblent à s'y méprendre aux caractères OCB. Or de tels caractères facilitent l'interrogation du fichier central des cartes d'identité par le ministère de l'Intérieur. Par ailleurs, la non-interconnection des ordinateurs reste du domaine de l'invérifiable car un simple branchement téléphonique permet de les raccorder. Ces deux points sont si sujets à caution que la CNIL a demandé qu'une expertise soit faite le 6 janvier.

Au moment où sont légalisés les contrôles d'identité, où cette nouvelle carte est réputée infalsifiable, qui croira que, dans les faits, elle ne deviendra pas le seul moyen de prouver son identité de façon indiscutable ?

Didier DELORME



Attentats en Guadeloupe
et en Martinique

LES COLONIALISTES ONT RAISON D'ETRE INQUIETS

Par Nicolas DUVALLOIS

Que se passe-t-il dans les colonies françaises de la Guadeloupe et de la Martinique ? La multiplication des attentats, une quinzaine en quelques mois, amène à se poser la question. S'agit-il, comme le prétend officiellement le pouvoir colonial, de l'action de quelques énergumènes coupés de la population ? S'agit-il de provocations, comme on l'entend dire, ici ou là, par certains partis antillais ? Ne s'agit-il pas plutôt des signes précurseurs d'une radicalisation des rapports entre les peuples de deux des dernières colonies françaises et l'impérialisme français ?

À Guadeloupe et la Martinique... Deux petites îles où il ferait bon vivre, là-bas, de l'autre côté des mers, quelque part sous les tropiques. Deux petites îles rituellement évoquées, quand vient le temps du débat parlementaire annuel, où quand le Prince visite les Isles... Cette fois-ci, pourtant, quelque chose a changé. Les trois bombes qui ont explosé durant le voyage de Giscard n'ont pas fait que détruire le hall de l'aéroport du Raizé, à Pointe-à-Pitre, ou les studios de FR3 ; elles ont aussi contribué à déchirer le voile de silence et d'oubli qui trop souvent recouvre la réalité coloniale.

Des bombes sous les cocotiers ! Des attentats au pays de la douceur de vivre ! Surprenant ? Pas vraiment, au regard des tensions accumulées à la Martinique, et plus encore à la Guadeloupe, depuis ces dernières années. Le pouvoir ne s'y est

Le développement des attentats pourrait bien mettre un frein aux juteux investissements immobiliers en cours.

OUTRE-MER

**MER ET SOLEIL
A LA GUADELOUPE**

LES
MARINES DE
SAINT-FRANÇOIS

187.000 F
mensuels

• golf
• piscine et tennis
• port de plaisance
• la mer à 20'

HAUTE RENTABILITE LOCATIVE
AVANTAGES FISCAUX

Non
Adresse

S.D.I.M. 92, avenue d'Iéna - 75016 Paris
723.72.10

d'ailleurs pas trompé. Si les premiers attentats à la Guadeloupe, en septembre, avaient provoqué des réactions contradictoires de sa part (à quelques jours d'intervalle, le même Dijoud évoquait à la fois « l'extrême fermeté nécessaire face aux sérieuses tentatives de déstabilisation » et « la situation dans les départements antillais qui est plus calme qu'en Corse ou en Bretagne »), la ligne de conduite est maintenant tracée.

En façade, il s'agit de minimiser les tensions, afin d'éviter un mouvement de crainte dans la population fonctionnaire blanche et afin de permettre la poursuite des importants investissements touristiques en cours. C'est dans le cadre de ce principe que s'inscrit le voyage présidentiel, Giscard cherchant à prouver qu'un président de la République française peut passer des vacances calmes et sûres aux Antilles comme il le ferait à Courchevel, Brégançon ou Chamalières. De la même manière, des consignes ont été données aux fonctionnaires préfectoraux : « Amusez-vous, sortez, organisez des fêtes, et surtout montrez bien à la population blanche qu'elle est ici chez elle, et qu'elle n'a rien à craindre... »

L'inquiétude coloniale

Mais derrière le calme de façade, il y a bien l'inquiétude, une inquiétude qui se traduit, comme dans toute situation coloniale « classique », par un net



La logique de l'oppression coloniale

accroissement des moyens de répression. C'est ainsi que la visite de Giscard a été précédée de la venue de nombreux policiers, dont la plupart ne sont pas rentrés en France. Officiellement, certains sont « en vacances », d'autres s'avouent « en mission », sans plus de précision. Dans les îles, leur rôle consiste en fait à dresser de manière exhaustive la liste des « éléments dangereux », parce qu'indépendantistes. A la Guadeloupe, certains ont même pour tâche de « doubler » des policiers antillais dans leur enquête sur le GLA, comme si ces derniers n'avaient pas confiance totale du pouvoir métropolitain. A la Guadeloupe, depuis le mois de septembre, et à la Martinique depuis ces derniers jours, plusieurs dizaines de militants ont été arrêtés et gardés à vue pendant que la police perquisitionnait leurs domiciles, souvent au mépris de toute légalité. Il est vrai que le respect des lois de la « métropole » n'a jamais été le point fort des autorités coloniales...

Provocation ?

L'accroissement de la répression donnent bien à penser que du côté du pouvoir, on estime avoir affaire à un mouvement sérieux, en prise avec des tensions qui ne sont pas nouvelles. Il existe d'ailleurs aux Antilles suffisamment d'anciens Français d'Algérie pour rappeler que là-bas aussi les premiers moments de la lutte ouverte contre le pouvoir colonial, se sont accompagnés d'attentats parfois qualifiés de « provocations ».

Certes, on ignore tout du GLA, et apparemment beaucoup de Guadeloupéens sont dans le même cas. On sait seulement qu'il veut l'indépendance par le moyen de la lutte armée, et que sa première revendication est le départ des blancs, eux qui, de fait, constituent l'essentiel de l'infrastructure coloniale. Le mystère qui l'entoure, et dont il s'entoure lui-même, peut effectivement favoriser toutes les hypothèses, y compris celle de la provocation, avancée par les

partis de gauche guadeloupéens. Encore faut-il resituer les choses dans leur cadre : la Guadeloupe est une île petite, avec une population n'excédant pas 350 000 habitants, et aucun moyen d'organiser de quelconques « maquis ». Si l'on prend de surcroît en compte le fait que, de par les dimensions-mêmes de l'île, le quadrillage policier y est bien supérieur à ce que l'on peut connaître en France, on conçoit que personne ne soutienne explicitement des actions armées, sous peine d'être dans l'instant arrêté.

Au-delà de ces interrogations, et quoiqu'il en soit du GLA, le fait principal est bien dans ce que ces attentats révèlent.

La montée de la revendication indépendantiste

Avec leurs spécificités historiques, culturelles, politiques, qui en font deux peuples différents, Guadeloupéens et Martiniquais vivent une situation semblable en bien des points, du fait même de l'action de l'impérialisme français. D'un côté comme de l'autre, la « départementalisation » datant de 1945 apparaît comme un échec patent, y compris pour les forces de gauche qui en furent pour partie les instigateurs. En faisant des Antilles deux départements, ils pensaient aboutir à une égalité complète des conditions de vie avec la France. Aujourd'hui, le SMIC est — par décret — inférieur au SMIC français, les lois sociales ne sont pas les mêmes, et le taux de chômeurs est plus de trois fois supérieur à celui de la métropole. Si par malheur il y avait un jour en France, cinq millions de chômeurs, nous serions dans la situation de la Guadeloupe aujourd'hui de ce point de vue.

A ces dramatiques conditions économiques et sociales s'ajoute une politique systématique de substitution, qui tend à exiler les Antillais en France dans le même temps où les blancs arrivent toujours plus nombreux pour

occuper les emplois tertiaires dans les îles.

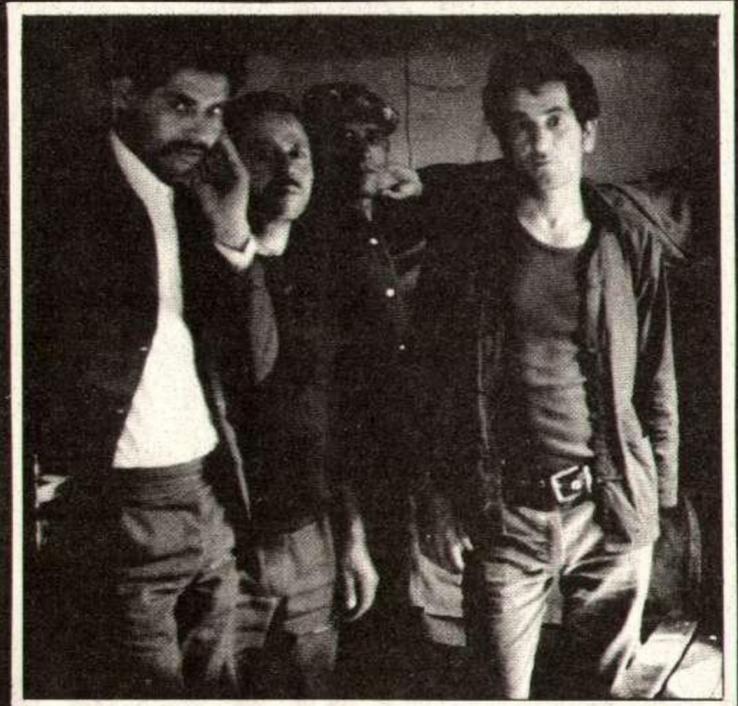
Réprimés, en butte au racisme latent d'une population blanche affichant son arrogance et son fric, contraints de choisir entre l'exode ou le chômage, telles sont les conditions que fait le pouvoir giscardien aux peuples de Guadeloupe et de Martinique.

Prenant conscience du fait que sur l'ensemble de la Caraïbe, Guadeloupe et Martinique sont les deux seules îles à ne pas avoir encore leur indépendance, un glissement politique s'opère progressivement. A la Martinique, le MIM (Mouvement pour l'indépendance de la Martinique) voit son audience politique et électorale s'accroître. Au sein du principal parti, le PPM (Parti Progressiste Martiniquais), des voix se font maintenant entendre pour substituer le mot d'ordre d'indépendance à celui d'autonomie. Le PCM (Parti Communiste Martiniquais) a adopté la revendication d'indépendance à son congrès de 1980, attitude confirmée par sa décision de s'abstenir aux prochaines élections présidentielles, malgré les pressions du PC français.

A la Guadeloupe, le principal parti de gauche, le PC (qui détiendait entre autre la mairie de Pointe-à-Pitre) refuse quand à lui l'indépendance, et appelle à voter Marchais. Sans doute cette attitude anti-indépendantiste n'est-elle pas pour rien dans le fait que ce soit à la Guadeloupe qu'apparaissent les premiers attentats. Il existe cependant une organisation indépendantiste, l'UPLG (Union pour la Libération de la Guadeloupe) qui, elle aussi, accroît son audience, notamment électorale.

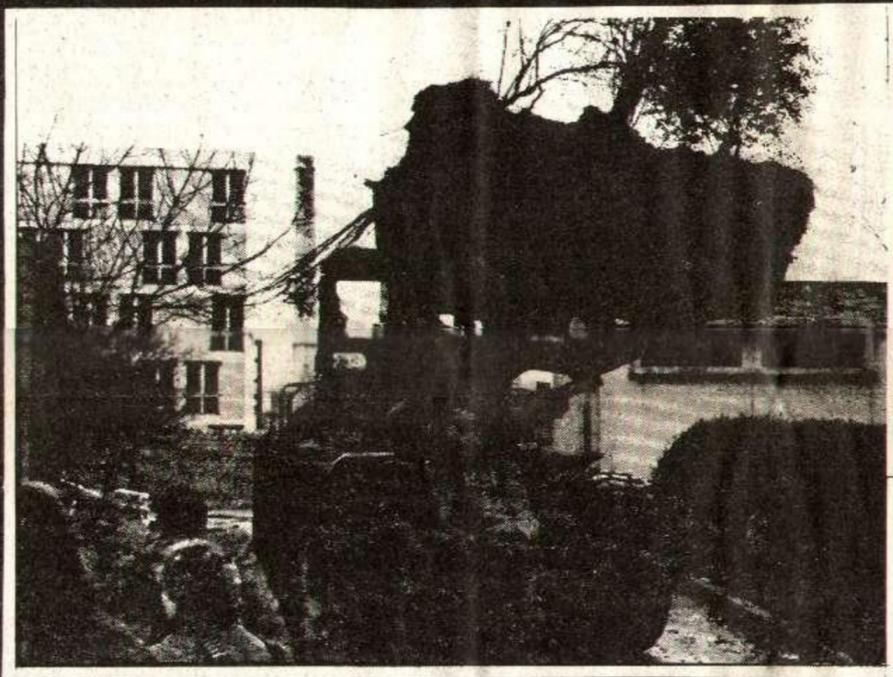
Alors surprenants, les attentats signés du GLA ? Il y a là-bas, de l'autre côté des mers, deux peuples qui sont asservis par l'impérialisme français. Jadis ultra-minoritaire, l'idée d'indépendance fait son chemin, traduite notamment par l'évolution des forces politiques de gauche. Aujourd'hui, des bombes éclatent. Le pouvoir cherche à minimiser les faits, mais accroît la répression, et affirme que « la Guadeloupe et la Martinique resteront françaises ». Dans quel sens va l'histoire ? ■

Les travailleurs immigrés : cible privilégiée du racisme ...



Le pouvoir s'en sert
pour nous diviser

UNISSONS-NOUS POUR MIEUX LUTTER !



Lorsque des municipalités PCF
s'en prennent
aux travailleurs immigrés
qu'elles les jettent à la rue

**C'EST AUSSI
DU RACISME,
ET C'EST INACCEPTABLE !**

NON A TOUTES LES FORMES DE RACISME !

**POUR RENFORCER NOTRE UNITE ET NOS LUTTES
SOLIDARITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS !**

Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

PCR

AFGHANISTAN : ACTION DE RESISTANCE ET MANIFESTATION A L'OCCASION DU PREMIER ANNIVERSAIRE DE L'OCCUPATION RUSSE

Le gouvernement mis en place par les Russes à Kaboul il y a maintenant un an multiplie les initiatives diplomatiques pour essayer de sortir de son isolement. Le ministre de l'éducation de Karmal en visite privée en Inde a remis à Indira Gandhi, premier ministre indien un message qui fait part de l'intention affirmée par Karmal de tenir des conversations avec l'Iran et le Pakistan pour, paraît-il, «trouver une solution aux problèmes affectant la région».

Ces initiatives semblent s'inscrire dans un plan global puisque l'envoyée de Karmal en Inde a indiqué que parallèlement à l'ouverture de ces discussions, l'aide aux «rebelles» devrait cesser si l'on voulait parvenir à une «solution politique».

Parlant de la situation dans le pays, la messagère de Karmal a dit que «les agressions quotidiennes» rendaient nécessaire le maintien des troupes soviétiques en Afghanistan pour ajouter tout aussitôt que la situation avait été «normalisée» en un an.

En fait, les manifestations et actions de résistance contre l'occupation russe qui se sont déroulées en fin d'année ont semblé-t-il être plus importantes que

ce qu'en ont rapporté les agences de presse dans un premier temps. Les manifestations ont duré plusieurs jours et ont vu la participation de policiers, de pompiers, d'étudiants en grand nombre ainsi que de lycéens. De nombreux commerçants se sont également joints aux manifestations.

En même temps, plusieurs centaines de résistants ont réussi à monter une série d'opérations coordonnées dans Kaboul même et aux abords de la capitale dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier. Selon certains témoignages, des unités soviétiques auraient été attaquées dans la capitale et des véhicules militaires sabotés.

Ainsi, les résistants et la population de Kaboul ont voulu marquer à leur manière le premier anniversaire de l'invasion de leur pays par les troupes soviétiques.

Dans d'autres régions d'Afghanistan, les actions de résistance sont nombreuses ; à tel point que même le ministre de l'éducation de la bande à Karmal a été obligée de reconnaître que les modjaheddin sont particulièrement actifs dans les provinces du Paktia et de Jalalabad.

ITALIE : LES SUITES DE L'AFFAIRE D'URSO

L'ENLEVEMENT d'Aldo Moro en 1978 avait constitué en quelque sorte un «sommet» du terrorisme italien, qui s'était alors permis de narguer jusqu'au bout l'Etat italien. Dans la période suivante, par réaction à l'assassinat d'Aldo Moro, et sous la pression des partis, notamment du PCI, le gouvernement italien avait renforcé ses moyens de lutte anti-terroriste, marquant notamment quelques points avec les mesures de remises de peine offertes aux brigadistes «repentis».

En enlevant, le 12 décembre, le magistrat d'Urso, les Brigades Rouges effectuent un retour en force sur la scène politique. Et ce n'est sans doute pas un hasard si l'enlèvement, le «procès», les communiqués rappellent si étrangement l'affaire Aldo Moro : les Brigades Rouges tiennent sans doute à montrer qu'elles sont capables, malgré les arrestations et les réseaux démantelés de rééditer le coup.

Elles ont en face d'elles un Etat bien mal en point. L'affaire des pots-de-vin pétroliers, compromettant encore une fois les services secrets italiens, la scandaleuse impuissance du gouvernement italien lors du tremblement de terre du mois de novembre, tout cela avait

contribué à renforcer l'image, sans doute correspondant d'assez près à la réalité, d'une Italie en crise perpétuelle, subissant les événements, plutôt qu'agissant sur eux.

Dans cette situation, la réaction des partis a été plus unanimement ferme que lors de l'enlèvement d'Aldo Moro : le PSI avait alors été favorable à une négociation, auxquelles il est opposé dans le cas présent. Mais ce climat de lassitude et d'exaspération vis-à-vis des Brigades Rouges est accompagné de mesures inquiétantes, comme l'inculpation des deux journalistes de l'*Espresso* qui avaient recueilli et fait publier par leur journal une interview des Brigades Rouges. Les deux journalistes, inculpés de «complicité et faux témoignage», risquent jusqu'à 4 ans de prison.

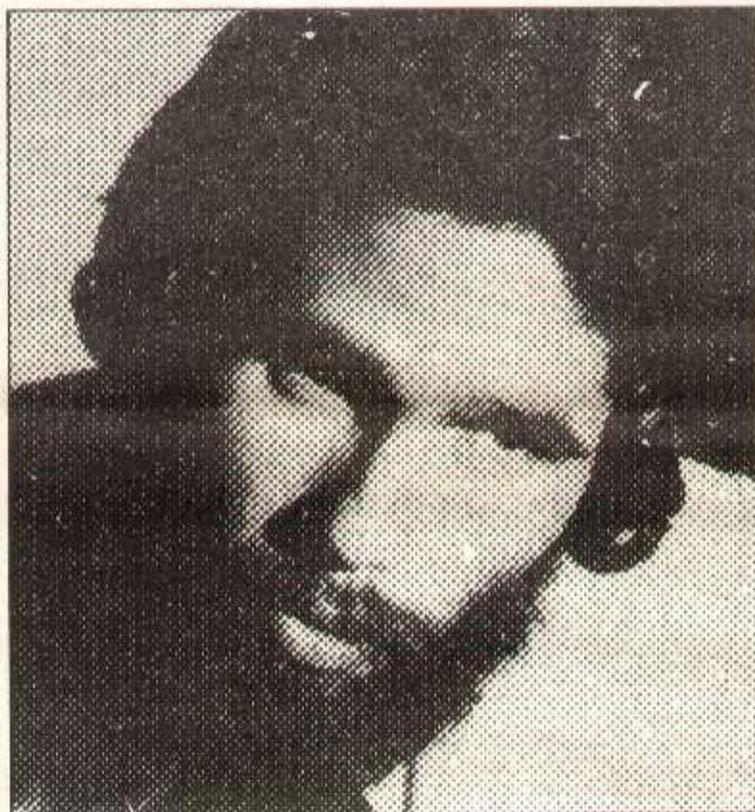
Leur situation est d'autant plus préoccupante qu'ils sont dans un état d'isolement quasi-total. A part leurs collègues de l'*Espresso*, seuls deux journaux d'extrême-gauche, (*Lotta Continua* et *Il Manifesto*), se sont abstenus de condamner les deux journalistes.

G.D.

LES CONDITIONS DE LA PAIX AU SAHARA OCCIDENTAL

Une interview d'Omar Hadrami, membre du commandement de la Révolution et du Comité exécutif du Front Polisario

Par Grégoire CARRAT



Omar Hadrami

L'année 1980 a été marquée par d'importants événements concernant le Sahara Occidental. Tout d'abord la majorité des pays africains a reconnu la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), qui est ainsi devenue juridiquement membre de l'OUA. En second lieu, l'ONU a voté une résolution d'une particulière importance, qui demande au Maroc et au Front Polisario d'engager des négociations directes. Enfin, depuis le début de l'année 80, les combats d'une grande vigueur se déroulent pour l'essentiel dans la partie sud du Maroc. Dans un tel contexte, les déclarations de Omar Hadrami, membre du commandement de la Révolution, et du comité exécutif du Front Polisario revêtent un intérêt particulier.

L'IMPORTANCE des décisions de l'OUA et de l'ONU ne peut être ignorée. Mais quelle est leur portée exacte ? La reconnaissance de la majorité des Etats africains — dont la liste n'est mani-

festement pas close — est une réponse à l'obstination du roi qui a refusé toutes les recommandations de l'OUA depuis le sommet de Monrovia en 1979. Elles réclamaient le retrait des troupes marocaines d'occupation, l'ou-

verture de négociations impliquant toutes les parties dites «intéressées», y compris le F. POLISARIO, et la mise en œuvre des moyens permettant le déroulement d'un référendum. En pratiquant la politique de la chaise vide, le roi du Maroc croyait s'imposer à l'OUA.

C'est le contraire qui s'est produit : la RASD a gagné de nouveaux soutiens. Bien plus, les membres du Comité des Sages de l'OUA, chargé de définir les conditions de la paix, ont voté pour la résolution de l'ONU qui a cette particularité tout à fait nouvelle depuis le début de la guerre de désigner, sans aucune ambiguïté, comme seuls adversaires, et donc interlocuteurs d'une négociation, le Front Polisario et le Maroc, rejetant ainsi définitivement la légende d'un conflit algéro-marocain, à laquelle, d'ailleurs, le roi n'est plus guère attaché.

Tel est le dilemme pour le roi du Maroc : soit engager une négociation dans un contexte diplomatique défavorable en vue de sortir rapidement d'une guerre de plus en plus dangereuse pour le trône, sans garantie d'obtenir quoi que ce soit ; soit poursuivre la guerre pour parvenir à imposer à l'adversaire et à la communauté internationale un fait accompli irréversible, en prenant le risque de mettre le trône en danger.

Le roi réévalue ses possibilités

O. Hadrami a confirmé que des contacts directs avaient eu lieu en 1979 au Mali entre le Front et des émissaires marocains dont Dlimi, le chef d'état-major. Mais les rencontres ultérieures prévues n'ont pas eu lieu car les Marocains ayant spéculé sur la mort de Boumediène, espérant en la possibilité d'une entente avec l'Algérie pour étrangler le Front. Cette démarche marocaine était

à la fois la première reconnaissance explicite du Front et la première manifestation du désir du roi de se retirer de cette guerre.

«Comment y parvenir ? La guerre a été engagée sur la base de revendications territoriales ; il faut donc obtenir quelque chose pour y mettre fin. Le roi a dû réévaluer les capacités du Maroc. En octobre 1979, il expliquait au Parlement, réuni à huis clos, que les moyens du Maroc ne lui permettaient pas d'avoir des troupes en Mauritanie, au Sahara, et disposées de manière à préparer l'exercice d'un droit de suite contre l'Algérie. Les moyens ne lui permettaient que de contrôler une région».

Telles sont, selon O. Hadrami, les considérations qui ont présidé à la définition du «triangle utile», Tan-Tan, Smara, Bou Craa, où sont les phosphates en particulier. A quoi s'ajoutait une nécessité militaire : nombre d'unités dispersées ont été décimées à la fin de l'année 1979, ce qui a déterminé un repli «catastrophique» entre Smara, El Aïoun et Tarfaya afin de réduire les pertes dans des postes impossibles à défendre.

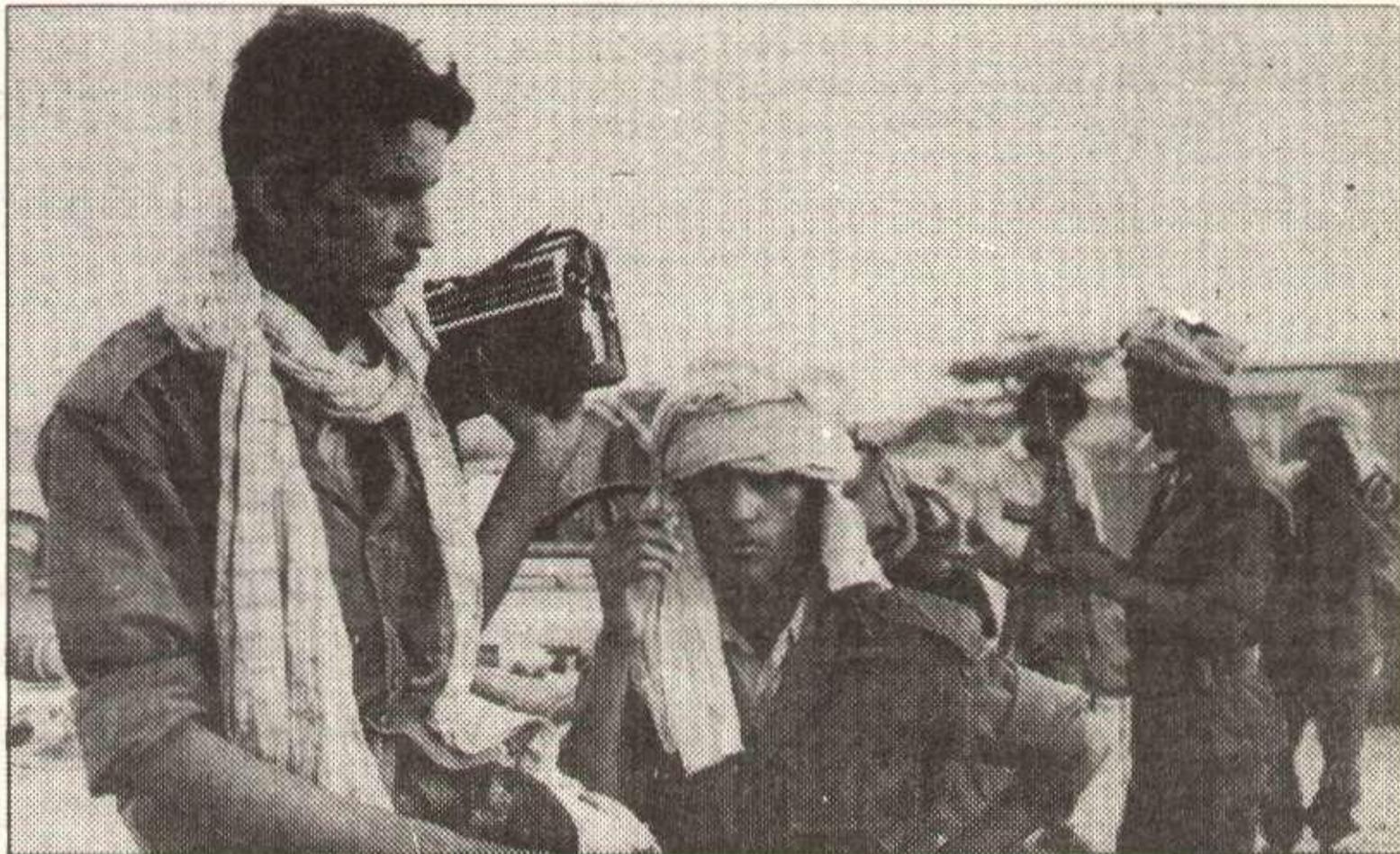
Le plan du triangle utile

L'armée a donc été réorganisée afin de créer la possibilité d'un contrôle définitif du «triangle utile». Des unités mobiles constituées de régiments blindés, équipées de matériel lourd français ou américain ont été constituées, les troupes les constituant ont été dotées de matériel soviétique neuf «de la Kalachnikov à l'orgue de Staline». Leur mission était d'établir une ceinture de Tan-Tan à Smara, puis Bou Craa afin de créer les conditions nécessaires pour prétendre négocier en vue de conserver une partie appréciable du Sahara, et, ainsi, ne pas perdre la face.

A partir du mois d'octobre 1980, l'ensemble des unités motorisées déjà constituées, auxquelles ont été ajoutés de nouveaux régiments motorisés, sont concentrées entre Tan-Tan et la frontière sahraouie. Or cette imposante armada, qui impressionne si fortement les invités du gouvernement marocain n'a pu dépasser le poste de Ras El Khanfra, au pied de la montagne, depuis le début de cette tentative, c'est à dire depuis le 4 octobre. Et de plus «nous commençons à les attaquer plus au Nord». Une nouvelle tentative pourrait avoir lieu.

Les hésitations des grandes puissances

La plus étrange des informations fournies par O. Hadrami est que, contrairement à ce que l'on s'imaginait, ce ne sont pas les armes américaines nouvelles — dont la livraison est prévue pour début 1981 — ni une accélération des fournitures françai-



ses qui ont permis la constitution rapide d'unités mobiles mais la fourniture massive d'armes d'origine soviétique. Interrogé sur leur provenance, Omar Hadrami répond qu'il l'ignore : «Il se pourrait qu'elles viennent d'Égypte, mais il s'agit de matériel neuf. Nous pensons que la Roumanie en fournit également, ainsi que l'Irak. Mais ce sont des quantités très importantes qui en plus doivent être régulièrement approvisionnées en munitions et en pièces de rechange. Et nous ne savons pas qui peut répondre à une telle demande».

A une nouvelle question concernant l'attitude de l'URSS dans le conflit, Omar Hadrami souligne : «Nous avons pu constater qu'à l'ONU, l'URSS a toujours voté pour les résolutions en notre faveur, et qu'elle s'abstient sur les résolutions proposées par le Maroc» et il se refuse à tout commentaire sur les accords de pêche maroco-soviétiques ainsi que sur les liens économiques entre ces deux pays.

D'un autre côté, Omar Hadrami souligne que si la décision de Carter de livrer des armes au Maroc a été d'un grand soutien psychologique, elle n'en repose pas moins sur une divergence assez importante, les États-Unis désirant une négociation rapide, le Maroc ne s'y résignant pas. «Les rencontres entre officiels américains et sahraouis ont débuté lorsque les États-Unis ont vu que le Maroc ne pouvait pas gagner la guerre... Tous ont la même idée. Ils nous disent en substance «C'est une guerre impossible à gagner. Les États-Unis n'ont rien contre la RASD, mais le roi connaît de grosses difficultés. Quel scénario proposez-vous pour la paix ?». En d'autres mots leur problème n'est plus : «Aurons-nous le Sahara ?», mais «pourrions-nous conserver le Maroc tel qu'il est ou non ?».

Le politique algérienne du Maroc

«La guerre est dans une phase décisive pour le roi : ou il réussit à installer une ceinture autour du «triangle utile» ou non» souligne O. Hadrami. Dans cette situation délicate pour lui, il doit également affronter une situation difficile tant à l'égard des instances internationales qu'à l'égard des grandes puissances. A l'intérieur de ce cadre il a dû profondément modifier son attitude au niveau régional notamment vis-à-vis de l'Algérie : «L'idée que les choses pourraient s'arranger par une amélioration des rapports algéro-marocains ne repose sur rien mais peut avoir un certain impact sur l'opinion si les motifs du changement d'attitude du roi à l'égard de l'Algérie ne sont pas éclaircis... Le but est d'obtenir une neutralisation de l'Algérie afin qu'elle accepte que le Maroc conserve un morceau de Sahara... Mais l'Algérie ne peut rien faire, elle ne dispose ni du Sahara ni du POLISARIO».

La dimension intérieure du problème

Omar Hadrami estime que «c'est le problème du trône qui est posé et non le problème du Sahara... Le roi a déclenché la guerre après deux coups d'État pour des raisons de politique intérieure. Ce sont des raisons de politique intérieure qui lui imposent actuellement la paix».

Parmi ces raisons Omar Hadrami place en tête le développement d'un mécontentement parmi les officiers marocains,

ensuite une perte de prestige de l'armée d'une part, et un désintérêt du peuple d'autre part qui selon le témoignage des unités sahraouies engagées dans le sud considère de plus en plus que c'est un affrontement entre le Makhzen (le pouvoir institutionnel) et le POLISARIO et non une affaire entre Marocains et Sahraouis ; enfin tous les indices recueillis par le Front conduisent Omar Hadrami à estimer que les très vieilles structures du Maroc, reposant sur les campagnes, sont en train de craquer sous l'effet des bouleversements introduits par la guerre, ce qui ébranle les fondements mêmes de la très vieille monarchie marocaine.

C'est pourquoi O. Hadrami estime que «qui fera la paix verra son pouvoir assuré pour plusieurs années».

Cependant si le roi doit nécessairement faire la paix, il n'y est pas prêt et il est soumis depuis le début de l'été 1980 à une surenchère formidable de la part des «partis de gauche» notamment l'USFP. Selon Hadrami les raisons de cette surenchère viennent de ce que l'USFP a toujours cherché à déstabiliser la monarchie et parmi toutes les possibilités de déstabilisation une défaite serait la meilleure puisqu'à la différence d'un président, un roi ne peut l'assumer.

Au terme de cette analyse quasi exhaustive et assez exceptionnelle de la part d'un dirigeant de mouvement de libération, Omar Hadrami souligne avec force que le Front POLISARIO est disposé à engager des négociations avec le Maroc et à répondre ainsi aux aspirations de tous sur la base des résolutions de l'ONU qui «vient de rappeler clairement ce qu'il en est : c'est un conflit qui oppose le Maroc au POLISARIO» contrairement au roi qui «veut gagner du temps

mais, je ne sais pas si le temps joue en sa faveur car nous n'allons pas rester les bras croisés».

Un discret avertissement

De ces propos, on peut dégager plusieurs lignes de force. En premier lieu, le FRONT POLISARIO dispose d'éléments suffisamment solides pour démontrer la fragilité des prétentions marocaines aussi bien sur le plan militaire que diplomatique. En second lieu, le Front POLISARIO se montre disposé, contrairement à ce qui est souvent prétendu, à négocier avec la monarchie marocaine qu'il ne cherche pas à renverser. Bien plus — et c'est le troisième point — les propos d'Omar Hadrami constituent un discret avertissement aux gouvernements occidentaux, notamment américain et français d'avoir à œuvrer rapidement en faveur de la paix. Faute de quoi ceux-ci pourraient se voir confrontés à une explosion aux conséquences incalculables au Maroc, que seule une conclusion rapide de la paix pourrait conjurer. A l'adresse du gouvernement français, le Front POLISARIO souhaite qu'il œuvre enfin pour la paix et surtout qu'il accepte que soit ouvert un bureau du Front à Paris car «au moins le Maroc aurait notre adresse», ce qui est une boutade à longue portée : le Front POLISARIO paraît souhaiter que les amis du Maroc aident le roi à réunir les conditions nécessaires à la conclusion de la paix, dont il a besoin bien plus encore que le peuple sahraoui qui recherche l'indépendance, la sécurité et la garantie de son intégrité territoriale.

URUGUAY : 7 ANS DE DICTATURE, L'EFFONDREMENT D'UN PAYS

Le témoignage d'une réfugiée

M... est née en Uruguay, elle a quitté son pays avec ses parents pour fuir la dictature, comme beaucoup d'Uruguayens aujourd'hui réfugiés en Suède et en France, dont l'image de marque est encore bien brillante en Uruguay. Elle a voulu retourner quelque temps là-bas. Pendant les 10 mois qu'elle y a passés, elle a pu voir combien le pays qu'elle avait connu relativement florissant, avait changé profondément, bouleversé par un régime qui sévit depuis près de 7 ans.

LA situation économique de l'Uruguay connaît une crise profonde depuis plusieurs années. Avec la dictature, il semble que cette crise se soit encore aggravée ?

Pour l'essentiel, l'économie reste fondée sur le secteur agro-pécaire (la viande et la laine). Les gros propriétaires de latifundis possèdent 33,4 % de la terre du pays et réussissent encore à produire à des coûts très bas. Ils sont toutefois mécontents du régime militaire car ils estiment que leurs bénéfices se sont réduits depuis 1973. Quant au secteur industriel, ses résultats sont insuffisants pour compenser les déficits du secteur agro-pécaire.

**Pour les uns,
la voiture,
pour les autres,
le ticket de bus**

Pourtant, quand on arrive à Montevideo, on a l'impression d'une apparente prospérité. Davantage de voitures dans les rues, des Ford, des BMW venues du Brésil ; dans les boutiques, tu peux trouver tous les produits d'importation que tu désires ; partout des immeubles

se construisent ; beaucoup d'argent circule mais tu t'aperçois vite que cet argent ne circule que dans un cercle restreint, de 20 000 personnes environ, que les immeubles que l'on construit sont pratiquement tous achetés par les Argentins, qu'ils ont été édifiés sans capitaux uruguayens et que seuls profitent à cette circulation d'argent les architectes ou les comptables, deux couches qui sont pourries d'argent et qui vont mener grande vie au Brésil parce que la monnaie y est plus basse que le peso uruguayen.

Au contraire, les autres couches de la classe moyenne se sont appauvries : les enseignants les fonctionnaires doivent souvent mener plusieurs métiers de front, dormir quelques heures par nuit pour survivre, simplement. Avec quatre boulots pour un couple on atteint difficilement les 500 francs. Aussi la classe moyenne est-elle fort divisée : à part les proches des militaires, ceux qui profitent de la circulation d'argent, rares sont ceux qui n'émettent pas des critiques contre la dictature dans la classe moyenne, même les bourgeois du quartier de Carazco, le Neuilly de Montevideo.

Quant aux plus pauvres, ils gagnent en moyenne 2 000 pesos : de quoi se payer des cigarettes et le bus ou une place au stade de football pour aller voir l'équipe championne d'Uruguay : les classiques.

Interview recueillie
par
Jean-Louis BRUNET

► Traditionnellement, en Uruguay, à la campagne, la population rurale, les gauchos, les peones se désintéressaient de la politique. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Malheureusement, les paysans sont la cible de la propagande de la dictature qui espère y trouver une base sociale : à la radio, le gouvernement ne cesse de vanter la construction des routes, les plages fleuries, la sécurité dans le pays « qu'elle a libéré de la violence », de rappeler que l'ennemi, c'est « l'uruguayen de l'extérieur » qu'il faut combattre car c'est lui qui empêche la prospérité du pays. Presque chaque jour, des militaires défilent dans les rues. Le président Mendès organise avec les gauchos du Chili et d'Argentine de grandes fêtes, distribue des vaches aux paysans qu'il invite à dîner.

**La médiocrité
de l'école**

► Avant 1973, l'Uruguay était renommé pour ses universités, ses écoles, son taux élevé de scolarisation. Tu es allée à l'université, peux-tu nous dire quelle est la situation de l'éducation ?



La propagande pour le «oui» au référendum : beaucoup de moyens pour un piètre résultat.

L'université a été un des secteurs les plus touchés parce qu'elle a résisté longtemps à l'instauration de la dictature. Ça a commencé par des agressions systématiques dans les lycées. Mon frère revenait tous les jours du lycée en courant parce que les groupes d'extrême-droite le poursuivaient en lui tirant dessus. Puis on a destitué tous les enseignants suspects, on a réformé le programme. En 1975, la Révolution française a été retirée du programme ; de nouveaux manuels ont remplacé les anciens : les ennemis n'y sont plus les Espagnols mais les Tupamaros ! Des policiers en civil enregistraient sur magnétophone les cours des enseignants suspects de sympathie de gauche ; on choisit les nouveaux maîtres sur des critères politiques ou ... d'âge : il faut avoir moins de 25 ans : ainsi l'enseignant n'avait pas l'âge de militer dans les années 70. Les résultats sont catastrophiques : les étudiants en médecine de 6^e année sont incapables d'opérer d'une appendicite, les ingénieurs de construire un pont, les maîtres de faire des divisions à quatre chiffres. Et les enfants de la bourgeoisie sont tous dans des écoles privées ou suivent des cours particuliers donnés par des professeurs destitués.

Le résultat d'un tel enseignement est décourageant : quand j'étais à l'université, les étudiants

n'intervenaient jamais sur le contenu des cours, discutaient peu entre eux ou n'en voyaient pas l'intérêt.

Une attitude d'attente

► Pourtant le résultat du référendum a bien une signification, même si elle est réduite ?

Certes, aujourd'hui il y a un changement : quelques jeunes se réunissent clandestinement pour lire et étudier des ouvrages de Marx, certains ont même fait campagne pour le «non» mais c'est une attitude d'attente. On attend que les contradictions s'exaspèrent au sein de la junte, on met tout son espoir dans les élections de 1986, dans le candidat unique Correjos qui fut pourtant impliqué dans le coup d'Etat ; les partis de gauche reviennent sur le bilan de leur attitude au moment de la montée des militaires, et vont même jusqu'à se demander s'ils n'auraient pas dû soutenir les Tupamaros... Il est vrai aussi que la base sociale de la dictature se rétrécit et que sans doute, le résultat du référendum est un signe de ce rétrécissement.

PAS DE TREVE AU SALVADOR

Les choses vont vite au Salvador : après l'assassinat de 4 religieuses américaines, les Etats-Unis avaient coupé les vivres à la junte ! En fait douze jours après, l'aide économique était rétablie et du matériel lourd offensif promis à la junte ! Le représentant de l'aile «libérale» de la junte disparaît, un démocrate-chrétien, prénommé Napoleon, devient président de la République ; les mouvements de résistance lancent une offensive dans le Nord du pays et remportent des victoires importantes.

Par Jean-Louis BRUNET

LE colonel Majano représentait «80 % de la crédibilité internationale de la junte» aux yeux des diplomates américains. Grâce à la caution du colonel Majano, les Etats-Unis pouvaient en toute bonne conscience arroser la junte de crédits. Seulement voilà, le colonel Majano a disparu ; ses petits camarades l'ont limogé, l'accusant d'être «trop à gauche» et lui préférant quelqu'un de sûr, un «homme à poigne» : le colonel Jaime Abdul Gutierrez.

Au Département d'Etat américain, on s'affole d'autant plus que les militaires salvadoriens se compromettent un peu trop ostensiblement : l'assassinat des six dirigeants du Front Démocratique Révolutionnaire, celui de trois religieuses et d'une missionnaire américaines, c'en est trop... «Coupons-leur les vivres !...».

Ce sera chose faite ... pendant 12 jours exactement ! L'aide américaine interrompue le 5 décembre, sera reprise le 17. Seule l'aide militaire reste bloquée pour l'instant. Toutefois la junte n'a guère lieu de s'inquiéter puisque «son attitude à l'égard de la mission d'enquête américaine envoyée au Salvador après l'assassinat des 4 religieuses ainsi que d'autres développements ont suffisamment éclairci la situation pour permettre la reprise de l'aide» et que le même communiqué américain estime positive la restructuration du gouvernement salvadorien. Jugez-en : les pleins pouvoirs ont été confiés à Gutierrez, dont les liens avec l'extrême-droite sont ouvertement connus et qui devient vice-président et commandant en chef des forces armées. Mais ce qui satisfait les Etats-Unis, c'est la nomination de Jose Napoleon Duarte, dirigeant de la démocratie-chrétienne, au poste de président de la République. Peu important les autres mesures de la junte, Duarte est un civil, un démocrate-chrétien, il est même auréolé de quelque temps d'exil et ne cesse de clamer qu'il est la «troisième voie». Une troisième voie qui s'est bien accommodée des massacres de la population et qui contribua à accrédi-ter la thèse du débordement d'une junte modérée par l'extrême-droite. Mais, ma foi, quand on cherche une caution, on n'est

pas bien difficile. Faute de Majano, on prend du Duarte...

Seulement le nouveau poulain risque fort de s'avérer un mauvais cheval. La situation de la junte est en effet gravement compromise : la situation économique est des plus désastreuse, les capitaux fuient à l'étranger de l'aveu même du président de la banque centrale du Salvador et surtout les mouvements de résistance ont engagé des opérations dans le Nord qui leur ont permis de s'emparer de neuf villes à ce jour dans la région du Chalatenango. Le colonel Majano prophétise le renversement prochain de la junte et serait prêt à rejoindre le mouvement populaire, d'après le Front Farabundo Martí. Les Etats-Unis projettent-ils de fournir du matériel offensif à la junte et de rétablir l'aide militaire suspendue le 5 décembre, avant même l'investiture de Reagan, franchissant ainsi un pas de plus dans le soutien à la junte criminelle. Il y a fort à parier que, devant les difficultés que court leur protégé, son pourcentage de crédibilité internationale ne pèsera pas lourd. Ou bien verra-t-on les Etats-Unis abandonner in extremis Duarte comme ils l'ont fait pour Somoza au Nicaragua ?...



«La révolution ou la mort»

La révolution ou la mort, c'est le titre d'un film qu'à tourné au Salvador le cinéaste Franck Diamond déjà connu pour un court-métrage de 1979 sur la lutte armée au Nicaragua avant la prise du pouvoir du Front Sandiniste.

La révolution ou la mort, c'est aussi ce qu'écrit en lettres de sang, sur un mur, un salvadorien. Du sang dans lequel baigne son camarade assassiné par l'armée. L'armée de la junte qui tout au long du film, dans des images souvent insoutenables, torture, mitraille la foule aux obsèques de Monseigneur Romero, frappe et assassine. Oui, les images sont là ! C'est bien l'armée gouvernementale qui a battu à mort et tenté d'écraser avec un camion ce témoin qui raconte : «Je discutais avec un copain on est passé devant une hacienda occupée par l'armée ; ils nous ont vus, interpellés et fouillés : mon copain avait un petit pistolet ; ils nous ont dit que nous étions des guérilleros ; ils nous ont torturés et comme on ne savait rien, ils nous ont emmenés dans un camion, jetés à terre sur la route. Ils ont tué mon copain, ont

roulé dessus avec leur camion et l'ont défiguré d'un coup de pistolet. Moi j'ai pu m'échapper parce qu'ils ont cru que j'étais mort. Il faut le dire, c'était l'armée, pas des groupes d'extrême droite !». C'est là le leit-motiv des témoignages... Et quand Duarte, le nouveau président, jure que l'armée, le jour des obsèques de Mgr Romero, était consignée dans ses casernes, l'indignation, la révolte vous saisissent... Pour laisser la place à l'admiration devant des ouvriers de la canne à sucre en grève et qui refusent de céder, devant ces guérilleros qui occupent le temps d'un meeting, la place du marché, devant cette femme qui crie sa révolte près du cadavre de son fils atrocement mutilé ou devant cet autre qui se tait quand les soldats lui demandent, l'arme au poing, si ses enfants n'écrivent pas de slogans subversifs sur les murs du village.

Un beau film témoignage sur la vie, sur la lutte du peuple salvadorien. Une leçon de courage et d'espoir.

A quand ce film à la télévision ou dans les salles de cinéma ?

Témoignage

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER

Les missions médicales françaises de retour du Salvador

4 médecins français appartenant à 2 organisations, «Médecins du monde» et le «Comité d'aide médicale à la population du Salvador», reviennent de ce pays. Gilles Brucker l'un d'entre eux, a témoigné de ce qu'ils ont vu.

«Nous sommes partis dans le cadre de l'aide médicale à la population du Salvador, pour soutenir la grève de 700 médecins qui protestent contre les assassinats de leurs malades dans les lits d'hôpital et jusque dans les salles d'opération.

Nous sommes allés dans les camps de réfugiés qui fuient la répression dans les campagnes. Ces réfugiés sont au nombre de 85 000, regroupés dans des

camps de 5 000 personnes, voire même de 35 000 comme au Morazan. Ce sont essentiellement des femmes, des enfants, des personnes âgées. Pour la junte, qui leur refuse le statut de réfugiés, ce sont des «personnes déplacées», les camps sont «des repaires de guérilleros». Ils n'ont nul droit aux soins, nul droit à la vie. Ils souffrent de dénutrition et de déshydratation. La mortalité infantile est terriblement élevée et ils refusent d'aller dans les hôpitaux car ils ont peur d'être assassinés dans leur lit.

Nous avons proposé nos secours : la junte n'a rien voulu savoir. Aucun médecin ne peut se rendre dans ces camps : ce serait signer son arrêt de mort ! Alors que la Croix-Rouge salva-

dorienne ignore les réfugiés, que les camps de l'Archevêché ne sont pas reconnus, seuls les étudiants en médecine, sans matériel et sans moyens, font ce qu'ils peuvent, en sachant qu'ils risquent gros. Dans le Chanatenango, les infirmières et les médecins des dispensaires qui s'étaient ouverts pendant 15 jours, ont été torturés et assassinés.

Dans les camps, on manque de tout : médicaments, matériel, nourriture. Des épidémies de rougeole y déciment les enfants : il suffirait de quelques secours pour les enrayer mais la junte interdit tout secours, empêche des équipes étrangères de s'installer dans ces camps et vise ni plus ni moins à exterminer la

population par la famine comme dans le Morazan où toute possibilité de s'alimenter est coupée pour la population civile depuis que l'armée a lancé une offensive. La seule issue pour ces gens, c'est la fuite vers le Honduras voisin mais, depuis la signature du traité entre les deux pays, la situation leur est rendue très difficile.

C'est là, sur le versant hondurien, que nous avons pu installer une antenne médicale : 2 500 réfugiés ont déjà passé la frontière. Une nouvelle équipe a été envoyée le 18 décembre et pourra offrir aux réfugiés ce que la junte leur refuse : le droit à la vie. Pour cela, nous avons besoin d'aide, de médicaments, de vivres...»

UN SAMEDI LIBRE A GDANSK...

Les travailleurs polonais continuent d'exiger l'application intégrale des accords de Gdansk sur la question des «Samedis libres». Revenant en arrière, le gouvernement a proposé en effet dernièrement d'introduire seulement 26 samedis libres pour l'année 1981, alors qu'il s'était engagé à ce que les travailleurs polonais puissent bénéficier de tous leurs week-end.

Solidarité a fait savoir que ce recul était «inacceptable» et n'a pas écarté l'éventualité d'une grève au cas où les autorités maintiendraient leur position, ce que nous a confirmé Lech Walesa.

Jean Michalsky, qui a effectué récemment un séjour en Pologne nous raconte ici ce qu'il a vu au cours d'un samedi libre, le 27 décembre à Gdansk.

La semaine de travail comporte encore le plus souvent 6 jours en Pologne. Toutefois, pour parvenir à la réduction du temps de travail, et à la semaine de 5 jours, le samedi est chômé certaines semaines : c'est le samedi libre.

C'est le cas ce samedi 27, qui suit deux journées traditionnellement fériées : Noël et le lendemain.

A Gdansk, au siège de Solidarnosc, les syndicalistes sont aussi en congé : aucun responsable n'est présent avant lundi matin.

Dans cet ancien hôtel pour marins qui est devenu le quartier général du syndicat, seuls assurent la permanence les gardiens, jeunes syndicalistes, confortablement installés devant le poste de télévision, à proximité tout-fois du central téléphonique.

Il fait doux à Gdansk en cette période de Noël. En début d'après-midi, les rues s'emplissent de flâneurs.

Devant la gare centrale, comme toujours, il y a beaucoup de monde à attendre les tramways ou les taxis. Par contre, il n'y a pas de queues devant les maga-

sins, qui appliquent tous ce samedi libre.

Du pont de chemin de fer, on commence à voir émerger au-dessus des toits les trois croix qui forment le monument inauguré le mardi 16 décembre. C'est au cœur de la ville, devant l'entrée principale des chantiers navals qu'a été élevé ce monument qui commémore le massacre des ouvriers en 1970 par la milice.

C'était là une des exigences essentielles des travailleurs cet été, justement massés à quelques pas d'ici, derrière les grilles désormais célèbres de cette porte des chantiers.

Et ce n'est pas leur moindre succès, sans doute, que d'avoir obtenu sa construction.

Il a fallu des moyens considérables pour dresser ces trois poutres de 45 mètres — imaginez une tour de près de 20 étages — sur lesquelles sont crucifiées trois ancres de marins, qui doivent avoir au moins trois mètres d'envergure.

Il a fallu aussi des journées et des semaines de travail pour réaliser les magnifiques bas-reliefs qui se trouvent sur chacune des poutres. Finement travaillés, ils représentent des hommes et des femmes dans différentes scènes de travail, ou encore le sigle célèbre de Solidarnosc. Au pied du monument, comme devant le mur tout proche qui

porte la plaque officielle, des milliers de gerbes et de bouquets se pressent.

Mais en ce samedi après-midi, ce qui surprend davantage c'est la présence de plusieurs centaines de personnes. Chacun fait le tour, admire, s'attarde un peu, fait éventuellement quelques clichés, ou dépose un bouquet. Mais la place ne désemplit pas. Rassemblement improvisé, que personne n'a appelé, et qui se déroule dans un recueillement bon enfant. Le 16 décembre, ils étaient entre 300 000 et 500 000, venus de toute la Pologne, pour dire qu'ils n'oublieraient pas les victimes de 1970.

Voilà qui donne une idée de la profondeur du mouvement qui traverse actuellement le pays.

C'est aussi la foule qui se presse, à quelques deux kilomètres de là, dans la vieille ville.

Dans la longue rue piétonne, bordée de ces petites maisons si caractéristiques, est ouverte pour quelques jours une exposition photographique. Le local n'est pas très grand — 100 mètres carrés peut-être — il faut faire la queue pour rentrer. Et il n'est pas simple d'apercevoir les photos exposées.

Ce sont d'abord les photos de la grève de l'été. Grévistes occupant de jour et de nuit, salle de négociations, le ministre qui grimace, la signature des accords...

Rencontres horizontales dans le POUP

A Varsovie, à l'initiative de la cellule de la compagnie d'aviation LOT s'est mise en place une coordination horizontale d'un certain nombre de cellules. Il s'agit essentiellement d'assurer la préparation du prochain Congrès du POUP.

Cette coordination représente environ 10 % des cellules de la capitale. Elle édite un bulletin destiné aux autres cellules.

Pour l'instant cette coordination est tolérée à Varsovie, alors que dans d'autres régions, notamment à Torun, des membres du POUP qui en avaient institué de semblables ont été exclus.

A cela s'ajoute une forte contestation du nouveau secrétaire désigné pour la région de Varsovie — responsable de la répression à Gdansk en 1970 — et qui semble avoir du mal à s'imposer.

Parmi les exigences de ce courant ainsi entré en opposition avec les dirigeants du POUP figurent la libéralisation politique, pouvant aller jusqu'à l'existence de plusieurs partis (autres que les satellites du POUP), et la réalisation d'une réforme économique en profondeur.

Précautions pour une intervention soviétique

Au moment où la situation a été la plus tendue quant aux risques d'intervention, il semble bien que des précautions ont été prises pour empêcher une riposte de la population contre les troupes étrangères.

Ces deux informations proviennent d'un membre du POUP. Elles concernent la région de Varsovie — mais vraisemblablement les faits ne sont pas limités à la capitale :

1) Les militaires polonais qui montent la garde dans certaines casernes de Varsovie ont leurs armes, mais ils n'ont plus de munitions.

2) Dans les lycées (au moins) de Varsovie, les armes qui servent au tir de compétition ont été retirées des râteliers.



De l'autre côté, ce sont les documents sur les événements de 1970. Chars, policiers, scènes de rues remplies de fumées et sans doute de lacrymogènes. Une femme qui tient dans ses bras un jeune homme mort ou mourant. Des reproductions de journaux de l'époque, avec quelques communiqués entourés, la liste officielle — très sous-estimée — des morts...

Et pour fond sonore, la retransmission de la cérémonie d'inauguration du monument. Avec en particulier cet instant émouvant où à l'appel de chaque nom d'un disparu, la foule répond : il est avec nous.

Là aussi, à en juger par les dizaines de pages remplies sur le livre ouvert où chacun peut écrire quelques mots, ce sont sans doute plusieurs centaines de personnes qui sont passées aujourd'hui.

A quelques pas de là, au cinéma des étudiants, on joue *Norma Ray* film américain qui relate les tentatives de création d'un syndicat dans une petite usine, et se termine par le succès. Il fait maintenant noir et frais. Devant les chantiers, les projecteurs illuminent le monument qui fend la nuit épaisse.

Plusieurs dizaines de bougies sont aussi allumées. Ils sont encore là par dizaines à passer, à faire un tour, puis à disparaître entre les maisons.

Force tranquille d'un peuple qui se souvient, mais surtout qui prépare l'avenir.

LECH WALESZA : «SI LE GOUVERNEMENT DIT NON, IL Y AURA DES GRÈVES»

Jean Michalsky, en compagnie d'autres journalistes, a rencontré à Gdansk Lech Walesa qui a répondu à quelques questions sur la situation actuelle.

► On a pu avoir l'impression que les ouvriers demandaient plus que Solidarité, que la direction de Solidarité voulait les calmer ?

J'essaie de concilier les différentes positions, les modérés et les radicaux. Tout dépend avec qui je suis en train de discuter. Selon les moments, on peut dire que je suis faible ou radical. J'ai le souci de l'unité de Solidarité.

► On dit qu'il ne faut pas faire de grèves pendant plusieurs mois pour consolider les acquis. Voudriez-vous qu'il n'y ait pas de

grève pendant plusieurs mois ?

Je ne veux pas qu'il y ait des grèves. Mais il faut maintenir les revendications, obtenir tout ce qui est demandé. Si le gouvernement dit non, il y aura des grèves. Ce n'est pas sérieux de dire comme je peux le lire quelquefois : il y a la crise, et malgré tout ils font encore des grèves.

La situation est telle que s'il n'y a pas de réponses, on doit faire la grève.

► Quelles sont vos demandes essentielles dans les prochains mois ?

Nous voulons réaliser les accords signés à Gdansk cet été. Ainsi le film *Robotnicy 80* est interdit à la diffusion : nous voulons la fin de cette interdiction.

Nous voulons la libération des prisonniers politiques. Nous luttons contre la censure. Et il y a encore beaucoup d'autres questions, comme la reconnaissance de tous les samedis libres pour les travailleurs. Nous voulons tout ce qui a été conclu dans les accords.

► Craignez-vous un certain durcissement du gouvernement face à vos revendications, ou contre les mouvements tels que le KOR ?

Solidarité, c'est dix millions de personnes. Qu'est-ce que le gouvernement ? Pas grand chose face à cela.

► L'Eglise a récemment condamné le KOR, qu'en pensez-vous ? Dites-moi d'abord quelle est votre définition de l'Eglise ?

L'Eglise c'est moi, c'est nous tous...

► Plus précisément, c'est un porte-parole de l'épiscopat qui a fait cette déclaration.

Le prêtre qui a parlé n'est pas toute l'Eglise. Il y a des opinions différentes dans l'Eglise. Nous n'avons pas entendu dire que l'Eglise avait quelque chose contre le KOR.

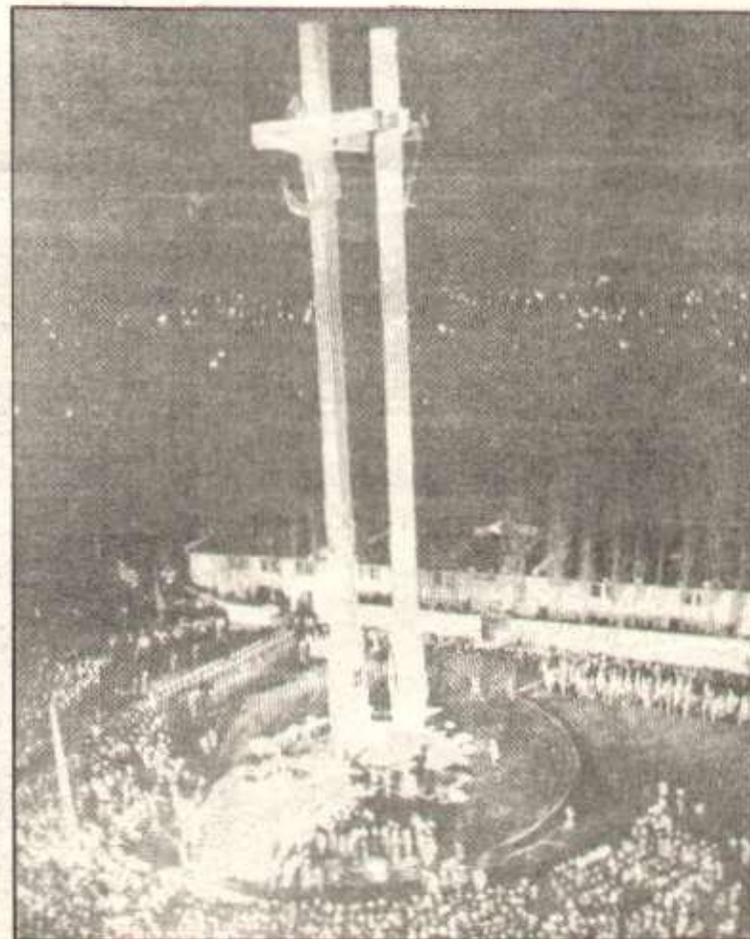
► N'avez-vous pas malgré tout été ennuyé de cette déclaration ?

Je l'ai lue. Mais c'était écrit dans un journal. On a déjà vu, par exemple cet été pour le discours du primat Wysynski, qu'un récit pouvait être modifié, car il y a la censure. Et aussi derrière les textes, on doit saisir les intentions.

► Que pensez-vous de la visite de M. Kania, qui est venu déposer une gerbe au monument, ici, à Gdansk ?

Beaucoup de gens ont déposé des gerbes. Solidarité l'a fait. C'est normal que M. Kania ait voulu faire comme nous. Je ne peux pas donner d'avis sur les actions de M. Kania.

Lors de la signature des accords de Gdansk.



UN BILAN DESASTREUX POUR LES TRAVAILLEURS

Par Jean JAULIN

L'année qui vient de s'écouler aura été marquée par une croissance de l'activité moitié moins vive que l'an passé (1,75 % contre 3,4 %) et surtout une dégradation très nette de l'activité industrielle intervenue depuis le début du deuxième trimestre, récession qui menace de durer pour l'année qui vient. C'est dans ce cadre que s'inscrit la poursuite de la politique barriste

dont la devise aura été sans nul doute cette petite phrase prononcée devant un club de notables lyonnais : «*ici on ne râle pas, on bosse*». Son bilan ne souffre pas de confusion :

- inversement, les profits capitalistes se maintiennent : les entreprises n'ont jamais distribué tant de profits et n'en ont jamais tant reçu de l'Etat (25 milliards).

- accentuation du blocage du pouvoir d'achat avec menace de désindexer désormais les ajustements salariaux.

- accroissement régulier du nombre de chômeurs : 1,6 million officiellement, 2 millions selon la CGT.

Pouvoir d'achat : vers la désindexation

BARRE se fait fort de répéter son plan à qui veut l'entendre : «*Redresser la situation des entreprises par la pression sur les salaires, mais aussi par les encouragements fiscaux et les facilités de crédit et enfin par la libération des prix, afin qu'elles puissent investir et améliorer leur productivité*».

En 1980, la ponction du 1 % supplémentaire au titre de la Sécurité sociale a été maintenue, mais s'y ajoute une diminution très forte des prestations (maladie notamment). Si on tient compte du jeu de la fiscalité, c'est désormais le revenu disponible par habitant qui est touché.

Le résultat est là. En 1979, pour la première fois, l'INSEE avait dû reconnaître une baisse du pouvoir d'achat des salaires nets (salaires bruts diminués des cotisations sociales), baisse allant de 0,3 à 2,5 selon les catégories sociales.

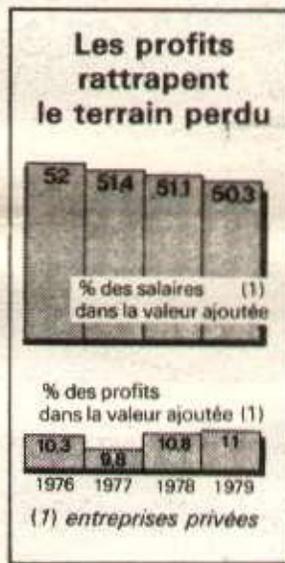
D'après les indications fournies par l'INSEE (1), il n'aura pas progressé en 1980 contre une croissance de 6 % en moyenne de 1970 à 1973. Ceci n'empêche pas Barre de déclarer dans son interview de décembre au *Parisien Libéré* : «*Le pouvoir d'achat a trop augmenté en 1980*». En réalité le premier ministre a une nouvelle chimère pour 1981. C'est le patronat de la métallurgie qui lui a soufflé le mot : la «*désindexation*» : cela signifie la remise en cause du princi-

pe arraché en 1968, d'ajustement automatique des salaires à la hausse «*officielle*» des prix à partir duquel étaient négociées les augmentations de salaire réel.

Il ne s'agit pas de déclarer d'assister à une offensive patronale sur cette question au printemps telle que le principe est radical.

Pour la première fois à l'EDF déjà, l'avenant de la négociation salariale ne comporte plus cette clause d'indexation «*automatique*» (car ajusté un trimestre après, c'était toujours cela de gagné pour les patrons).

de. En témoignent les indicateurs de plus-values boursières. Ainsi les entreprises n'ont jamais tant versé de dividendes à des gens (cadres, petits ou



Profits : la crise n'est pas pour tous !

Pourtant les profits se relèvent nettement. Ils avaient progressé de 16 % en 1979 et 1980 n'aura pas été une année de vaches maigres pour tout le mon-

de. En témoignent les indicateurs de plus-values boursières. Ainsi les entreprises n'ont jamais tant versé de dividendes à des gens (cadres, petits ou

gros rentiers attirés par les mesures fiscales de Monory qui permettent de déduire du revenu imposable 5 000 francs par part en investissant en bourse.

Une autre mesure de «*l'assainissement*» de la situation des entreprises est donnée par l'enquête conjoncturelle de l'INSEE au-

près des patrons : 60 % d'entre eux déclarent «*pouvoir réaliser tous les investissements nécessaires grâce à leurs réserves financières*».

Les profits accumulés permettent aujourd'hui aux entreprises de s'autofinancer à 72 % (contre 58 % en 1974).

Chômage : pour 70 % des familles, le chômage, préoccupation n° 1

1980 aura été noire pour les chômeurs qui ont vu leur nombre «*officiel*» continuer à s'accroître rapidement (cf tableau ci-contre) et leurs conditions de vie empirer.

De telle sorte que selon l'INSEE, organisme pourtant officiel, le pourcentage de chômeurs indemnisés est passé de 58,4 % à 48 % entre mars 1979 et mars 1980.

Pourtant Barre n'hésitait pas à déclarer en début d'année dans le prolongement des déclarations optimistes du CNPF qu'il fallait «*s'attendre à une décélération du rythme de croissance du chômage*».

Il songeait sans doute à la réforme des ANPE engagée en janvier ou au troisième pacte pour l'emploi des jeunes.

Officiellement donc, la France compte maintenant 1 613 000 «*demandeurs d'emplois*», soit 7,4 % de la population active. La CGT qui retient les normes du Bureau International du Travail pour mesurer le chômage, annonce que le cap des deux millions est franchi.

Pour la seule réforme des ANPE, rappelons qu'elle a multiplié les radiations, supprimé la couverture sociale aux chômeurs non indemnisés depuis un an par les ASSEDIC (ainsi tous les premiers demandeurs d'emploi) et a allongé les délais d'inscription de quinze jours à un mois.

Et ce n'est pas fini, les prévisions établies par l'INSEE pour le VIII^e Plan (1980-1985) annoncent que les deux millions et demi de chômeurs seront rapidement atteint si rien de spécifique n'est engagé d'ici là.

Bien sûr le pouvoir s'en défend. Barre n'a-t-il pas déclaré au milieu de l'an-



Paru dans Le Monde du 19-20/10/80 (Dessin de KONK.)

Les placements qui font merveille

AGF 5 000 (1)	+ 61,10 %
DROUOT France (1)	+ 57,40 %
Gestion Sélection (1)	+ 54,30 %
Mines d'or (2)	+ 134 %
Investition or (2)	+ 96,06 %

1) Il s'agit des profits faits sur 2 ans par les sicav «*Monory*».
2) Taux de profit en 1980 de deux fonds de placement

Evolution des demandes d'emploi non satisfaites

	Demandes d'emploi	Proportion de la population active (en %)
1974	493 500	2,6
1975	839 700	4,1
1976	935 200	4,4
1977	1 071 000	4,9
1978	1 166 900	5,3
1979	1 348 500	6,2
1980 (nov.)	1 613 000	7,4

née 1980 : «Depuis dix-huit mois l'accroissement du nombre des demandeurs d'emploi est dû exclusivement aux femmes».

En réalité l'aggravation du chômage est liée à la récession de la production industrielle qui a entraîné une brusque augmentation des licenciements pour raisons économiques (80 000 pour novembre seulement), tandis que les fermetures d'usines et les mises en chômage technique s'amplifient dans tous les secteurs et toutes les régions.

Le CNPF parle de «léger mieux économique» quand la situation devient tout simplement catastrophique,

lorsqu'on reprend les données fournies par l'INSEE en cours d'année : 46 % sont des jeunes de moins de 25 ans. Si on y ajoute les 225 000 placés du dernier pacte pour l'emploi, on atteint le million de jeunes sans emploi.

50 % sont des femmes et une même proportion ne bénéficie d'aucune aide, ce qui grève d'autant le budget des familles.

L'enquête INSEE de décembre auprès de 8 000 familles confirme la gravité de la situation : 70 % d'entre elles (donc, y compris les couches moyennes) placent le chômage comme préoccupation numéro un.

Prévisions 1981 : la thérapeutique libérale en cause

Les entreprises auront peu investi en 1980, surtout vers la fin de l'année alors que la production industrielle connaissait une baisse sérieuse.

Ce n'est pas faute de profit. Les marges de bénéfice restaurées, les perspectives d'affaires juteuses à moyen et long terme sont cependant rares et plutôt réservées aux «mammouths» de l'industrie qui ont connu une année mouvementée : Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Rhône-Poulenc, Matra, etc.

En fait la situation est triplement bloquée : — les pays du Tiers-Monde sont endettés jusqu'au cou et le crédit international est cher du fait de la spéculation. — les pays pétroliers connaissent aux aussi des difficultés que le conflit Iran/Irak ne contribue pas à résoudre. — dans les pays capitalistes, les thérapeutiques libérales ont mis la consommation en panne. Or

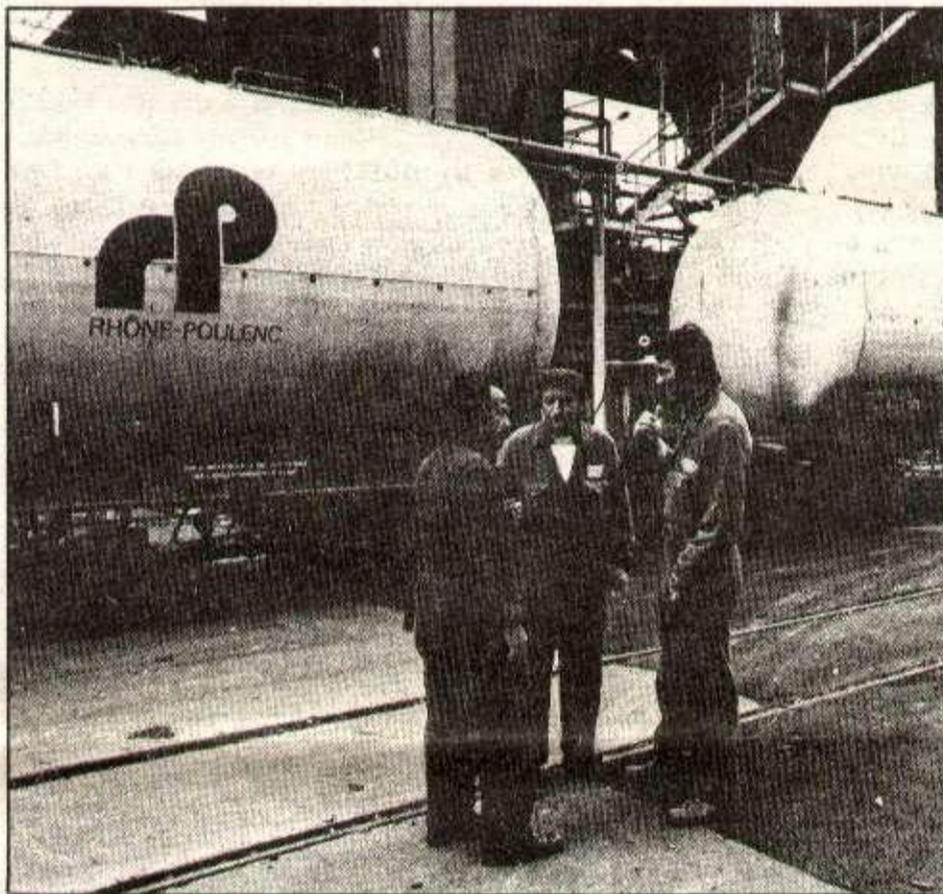
c'est elle qui a tiré la croissance dans les années passées.

La relance par l'investissement qu'exhorte le premier ministre se traduit en fait par la volonté des patrons de rationaliser pour accroître la productivité qui a rejoint ses sommets de 1973 (+5,9 % en 1979). D'où des profits (et des chômeurs), ce qui ne veut pas dire que les carnets de commande des entreprises se remplissent.

Aussi, est-ce sans surprise que les experts de l'OCDE ont rendu publics leurs pronostics très sombres pour l'année à venir. La croissance dans les pays capitalistes développés ne dépasserait pas 1 % en 1981. Il en serait de même pour la France. Ce qui équivaldrait à une division par trois du rythme de croissance des quatre dernières années, amenant un taux de chômage particulièrement élevé de 8 % de la population active. Dans la zone OCDE, on compterait à la fin de 1981, 25,5 millions de personnes à la recherche d'un emploi.

Pour la France, les prévisions de l'OCDE portent sur 1,9 million de chômeurs, soit près de 20 % de plus qu'actuellement.

Comme on le voit la «déccélération» du rythme de croissance du chômage n'est pas pour demain.



LA «POUBELLE NUCLEAIRE» DES BOIS NOIRS : LE REFUS S'AMPLIFIE

Suite de la page 20

Pourtant les mises en garde n'ont pas manqué et l'enquête préliminaire de l'ANDRA dument contestée. Au point que, récemment, 250 scientifiques ont lancé un appel niant la rigueur et le bien fondé de la démarche de l'ANDRA, tandis que, peu à peu, les arguments mêmes qui tendaient à prouver le caractère prétendu «favorable» du site s'effondrent. D'une part parce que des conclusions tendancieuses ont été tirées, par l'ANDRA, des travaux du Bureau des Recherches Géologiques et Minières, comme on l'a vu. Mais surtout les services du CEA auraient préféré le silence sur de récents graves incidents. En effet des prélèvements d'eau et de la Besbre (la rivière qui traverse les Bois Noirs) ont indiqué des résultats alarmants de radioactivité. D'importantes quantités de radium et de thorium ont été relevées dans le bassin de décanation de la mine, situé à l'air libre. Or, sans prévenir personne, la COGEMA a détourné la Bes-

bre. Les taux observés de concentration en radium dans l'eau étaient de 6 à 7 fois supérieurs au taux admissible selon l'administration elle-même. Et dans la boue, des prélèvements ont indiqué 6 500 fois le taux de concentration maximale admissible*. Qu'en serait-il si le stockage proprement dit de déchets nucléaires s'effectuait ?

Par ailleurs d'importantes révélations, elles aussi inquiétantes ont été faites à l'occasion d'un colloque national «pour la sauvegarde du bassin thermal de Vichy» tenu récemment. Le syndicat CFDT des personnels de l'Energie Atomique, des enseignants en biologie, biophysique et environnement de Lyon et Saint-Etienne et un expert international, spécialiste CNRS des déchets radioactifs sont notamment intervenus. Ils ont permis de démontrer, par exemple, que la radioactivité des déchets (en rayons «alpha», de longue durée) est plus dangereuse que ce qui a été annoncé, ne serait-ce que parce qu'elle durera plus

que leur conditionnement. Sans compter que du plutonium (plusieurs tonnes) serait entreposé à Saint-Priest, alors qu'il n'en était initialement pas question.

Le CEA n'aura pas la partie belle !

La diffusion, régulière et massive, de ces révélations — au fur et à mesure de leur mise à jour — a été un puissant facteur de mobilisation. De nombreux cultivateurs sont passés de la simple méfiance à une réelle opposition, consciente et motivée. Le CDJA, avec son animateur Paul Savatier, constitue d'ailleurs un élément moteur de la résistance au projet de «poubelle nucléaire».

Mais les élus locaux, qu'ils soient sincèrement hostiles ou qu'ils visent surtout à coller à la colère de leurs administrés, sont également engagés contre le CEA (réclamant une prise en compte du refus des populations

concernées et contestant la caricature d'enquête publique). Des collectifs de soutien se sont également mis sur pieds à Roanne, Saint-Etienne, Vichy, avec l'active participation de syndicalistes CFDT.

Un fait nouveau est d'ailleurs venu renforcer la résistance au projet de «décharge publique atomique», avec la fermeture même de la mine gérée par la COGEMA pour le compte du CEA.

En effet les terrains cédés au commissariat à l'Energie Atomique et gérés par la compagnie générale des matières nucléaires (la COGEMA) pour l'exploitation de la mine d'uranium, aujourd'hui fermée, sont appelés à suivre une procédure stricte. Le CEA et sa filiale COGEMA doivent vendre légalement ces terrains, dès cession d'activité, avec une priorité de rachat par les vendeurs précédents (ou leurs héritiers). C'est-à-dire qu'il suffit que les habitants de Saint-Priest, cultivateurs notamment, se portent acquéreurs des parcelles

précédemment cédées par eux-mêmes au CEA, pour que celui-ci soit bloqué. Il ne pourrait en effet céder les terrains suffisant à l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) pour la mise en œuvre de son stockage nucléaire.

Déjà d'anciens propriétaires, hostiles au projet du CEA, ont fait état de leur droit prioritaire, forts de la clause de l'acte de vente initiale qui se retourne aujourd'hui contre le trop subtile CEA. La campagne 81 contre la «poubelle nucléaire» des Bois Noirs est lancée par le comité de défense sur le mot d'ordre «en faisant valoir vos droits, contribuez à la sauvegarde de votre région». Reste à isoler plus encore le CEA et à briser le mur du silence qu'il voudrait élever autour de cette lutte.

* Prélèvements effectués le 2/11/1980 au lieu dit «Le Moulin Thiennon» en aval du bassin de décanation.



LA «POUBELLE NUCLEAIRE» DES BOIS NOIRS : LE REFUS S'AMPLIFIE

Le Centre de l'Energie Atomique projete de céder la mine d'uranium qu'il vient de fermer à Saint-Priest-La-Prugne (dans la Loire) à l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (l'ANDRA) afin d'en faire une aire de stockage de déchets nucléaires, un «complément» de La Hague, inquiétant.

Mais ces projets se heurtent à une vive réaction locale, s'appuyant sur de solides arguments, aujourd'hui confortés par une pétition nationale de 250 scientifiques. 1981 sera une année décisive pour s'opposer à la «poubelle nucléaire» de Saint-Priest.

Dans le cadre de l'élargissement du rôle du nucléaire en France voulu par le pouvoir, comme d'une extension des services rendus aux pays acheteurs des centrales françaises, le retraitement et le stockage des déchets nucléaires deviennent d'importantes questions, auxquelles l'existence du complexe de La Hague ne saurait suffir. A proximité des centrales de la vallée du Rhône et du Bugey, le CEA envisage (depuis 1979) la transformation d'une mine exploitée par sa filiale COGEMA, en dépôt pour déchets radioactifs.

Un projet aberrant

Pour mettre en œuvre son projet le CEA se prévalait de quelques «arguments» qui, à l'épreuve des faits, n'ont guère

résisté : bonne connaissance du site, longue tradition nucléaire de la région, nécessité de maintenir l'emploi dans la région et... terrain appartenant au CEA.

Si quelques études ont bien été menées sur le site de Saint-Priest, le CEA et l'ANDRA n'en ont retenu que ce qui les arrangeait, quitte même à tirer des conclusions «favorables» plutôt forcées ! (voir encart «Un site favorable?»).

Pourtant le choix du site est déjà une certaine aberration : une mine d'uranium en pleine montagne (les Bois Noirs), en relief faillé, dans un château d'eau régional rayonnant jusqu'aux bassins de Vichy et Saint Alban les Eaux, à une trentaine de kilomètres de grosses agglomérations (Roanne et Vichy) et dans une région nécessitant pour

tout acheminement des transports et transbordements route/fer délicats.

Sans compter que de ce projet ne résultera pas de création d'emplois mais un solde négatif de 300 postes après la fermeture de la mine COGEMA de Saint-Priest, «saluée» par une manifestation commune fin décembre, de syndicalistes et de militants des comités de défense des Bois Noirs et de la montagne Bourbonnaise.

De notre correspondant à Saint-Etienne

Passons également sur la sorte de provocation consistant à jouer sur une «habitude» (supposée) du nucléaire qui rendrait les populations locales plus enclines que d'autres à accepter une telle «décharge publique». La réponse populaire est claire depuis longtemps : 212 oppositions sur 225 foyers à Saint-Priest, plus de

5 000 pétitions sur le seul secteur concerné, une manifestation essentiellement locale de 1 500 personnes le 8 juin 1980...

Mais le plus spectaculaire, c'est sans doute la désinvolture du CEA et de l'ANDRA vis-à-vis des risques de radioactivité eux-mêmes.

SUITE PAGE 19

Un site «favorable» ?

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) a été cité comme «caution scientifique» au projet de stockage de déchets nucléaires sur le site de Saint-Priest, dans une brochure de l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA). Or, par lettre du 10 juillet 1980, le directeur général du BRGM a avisé l'ANDRA qu'elle usait de «termes de nature à créer la confusion (...) quant à l'appréciation de (son) établissement sur ce site».

En effet :

1) «Le site de Saint-Priest-La-Prugne (mine des Bois Noirs) n'a aucunement figuré parmi les sites (...) sélectionnés comme assez favorables pour être proposés au CEA».

2) «Ce site n'est mentionné (...) uniquement parce que, sur demande expresse du CEA, il avait fait l'objet d'une visite rapide (une journée pour examiner sommairement les problèmes que pouvaient soulever son étude».

En conclusion, le directeur général du BRGM indiquait à son collègue de l'ANDRA (et au CEA) que proclamer le site «favorable» en se réclamant d'une étude de ses services serait «anticiper sur les résultats d'une étude qui vient seulement d'être amorcée et dont il n'est pas possible de préjuger des conclusions» et il exigeait que cette «inexactitude» laissant croire à la caution du BRGM soit rectifiée. On attend encore les rectificatifs de la brochure de l'ANDRA !